

# Équité entre les enfants

Tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches

Le *Bilan Innocenti 13* a été rédigé par John Hudson et Stefan Kühner.

Le Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti tient à remercier le gouvernement italien pour le soutien généreux qu'il a apporté à l'élaboration de ce *Bilan Innocenti 13*.

Tout extrait de ce *Bilan Innocenti* peut être librement reproduit en utilisant la référence suivante :

Centre de recherche de l'UNICEF, 2016, « Équité entre les enfants : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches », *Bilan Innocenti 13*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

La série des *Bilans Innocenti* vise à suivre et à comparer la capacité des pays économiquement avancés à garantir les droits et le bien-être de leurs enfants.

En 1988, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a ouvert un centre de recherche pour soutenir son engagement en faveur des enfants du monde entier et déterminer et approfondir les domaines d'activité de l'UNICEF présents et à venir. Les objectifs prioritaires du Centre de recherche – Innocenti sont d'améliorer la compréhension internationale des questions liées aux droits des enfants afin de faciliter la pleine application de la Convention relative à ces droits dans le monde entier. Le Centre a pour objectif de mettre en place un cadre intégré pour la gestion de la recherche et des connaissances au sein de l'organisation, afin de soutenir ses programmes et politiques à l'échelle mondiale. En renforçant les partenariats de recherche avec des institutions universitaires de premier plan et le développement de réseaux tant au Nord qu'au Sud, le Centre s'efforce de dégager des ressources supplémentaires et de faire pression pour une politique de réforme favorable aux enfants.

En présentant un vaste éventail d'opinions, les publications du Centre contribuent au débat international sur les questions liées aux droits des enfants. Pour cette raison, il se peut que certaines des publications ne reflètent pas les politiques ou points de vue de l'UNICEF sur certains sujets. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et/ou réviseurs et sont publiées afin d'encourager le dialogue sur les questions liées aux droits des enfants.

Photo en couverture ©Blend Images / Alamy Stock Photo

©Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), avril 2016

ISBN : 978 88 6522 042 9

eISBN : 978 92 1 057894 3

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF

Piazza SS. Annunziata, 12  
50122 Florence, Italie

Tél. : +39 055 2033 0

Fax : +39 055 2033 220

florence@unicef.org

www.unicef-irc.org

# Équité entre les enfants

Tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches

---

# SECTION 1

## INTRODUCTION

« Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. »

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, 1989 (article 3)

Ce *Bilan* présente une vue d'ensemble des inégalités de bien-être entre les enfants de 41 pays de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il se concentre sur les « inégalités dans la partie inférieure de la distribution », c'est-à-dire l'écart entre les enfants du bas et ceux du milieu de la distribution, et cherche à savoir *jusqu'où la société laisse se creuser le fossé entre les enfants* en matière de revenus, d'éducation, de santé et de satisfaction dans la vie.

### Des inégalités, pourquoi ?

L'écart entre les riches et les pauvres ayant atteint son niveau le plus élevé depuis près de trente ans dans la plupart des pays de l'OCDE, les questions liées à l'inégalité sont de nouveau au cœur des discussions.

Alors que la majorité des débats politiques se focalisent sur les revenus croissants du premier pour cent de la distribution, dans de nombreux pays riches, les revenus inférieurs à la médiane augmentent plus lentement que les revenus qui lui sont supérieurs<sup>1</sup>.

Dans toute l'OCDE, la tendance a évolué depuis les années 1980 : ce sont désormais les jeunes, et non plus les personnes âgées, qui risquent le plus de tomber dans la pauvreté. Ces évolutions accentuent la nécessité de surveiller le bien-être des enfants les plus défavorisés ; en outre, les inégalités en matière de revenus ont des répercussions considérables sur la société, puisqu'elles ont un impact négatif sur la réussite scolaire, les principaux indicateurs dans le domaine de la santé, voire la croissance économique<sup>2</sup>.

Se soucier de l'équité et de la justice sociale implique de déterminer si l'écart entre les membres de la société est tel que certains s'en trouvent pénalisés, non seulement dans leur vie actuelle, mais aussi pour leur avenir<sup>3</sup>. Le présent *Bilan* pose les mêmes questions sous-jacentes que le *Bilan 9* sur les inégalités de bien-être entre les enfants, mais repose sur les données disponibles les plus récentes et inclut davantage de pays.

### Inégalités, équité et enfants

Les questions d'équité et de justice sociale prennent un sens tout particulier lorsque ce sont les inégalités entre les

enfants, et non entre les adultes, qui sont abordées.

Les inégalités sociales entre les adultes peuvent être justifiables si elles découlent d'une concurrence loyale et surviennent dans un contexte d'égalité des chances. En revanche, en ce qui concerne les enfants, les conditions économiques et sociales auxquelles ils sont confrontés ne sont pas de leur ressort ; les différences de mérite individuel ne peuvent donc pas raisonnablement être invoquées pour justifier les inégalités.

En outre, il est généralement admis que les expériences vécues par les enfants ont un impact considérable non seulement sur leur vie actuelle, mais également sur les perspectives et possibilités qui s'offriront à eux à l'avenir. De même, les inégalités sociales et économiques rencontrées pendant l'enfance se traduisent par des risques accrus de revenus réduits, de mauvaise santé et d'un plus faible niveau de compétences à l'âge adulte, ce qui contribue à perpétuer les inégalités entre les générations<sup>4</sup>. Rien de tout cela n'est la faute de l'enfant.

### Comparaison entre les pays riches en termes d'inégalités dans la partie inférieure de la distribution

Les tableaux de classement de ce *Bilan* classent les pays en fonction de l'ampleur du fossé qui se creuse entre les enfants du bas de la distribution et les autres en termes de revenus, d'éducation, de santé et de satisfaction dans la vie. Un tableau de classement global des inégalités de bien-être entre les enfants, récapitulant les performances des pays dans ces quatre domaines, est également présenté.

Les mesures des inégalités dans les tableaux de classement sont contextualisées au moyen d'indicateurs qui rendent compte, pour chaque pays, du nombre d'enfants possédant de faibles revenus, un faible niveau d'éducation, une santé précaire ou exprimant un faible niveau de satisfaction à l'égard de leur vie. Ces éléments permettent d'obtenir une évaluation plus large du respect des droits de l'enfant dans les pays riches.

Les tableaux de classement présentés dans la section 2 comparent les pays sur la base des inégalités que la société laisse se creuser entre les enfants. Les sections 3, 4, 5 et 6 permettent d'explorer plus en détail les inégalités observées en matière de revenus, d'éducation, de santé et de satisfaction dans la vie, respectivement. Chacune de ces sections analyse également l'impact de ces inégalités sur le bien-être des enfants. La section 7 revient sur la question globale de l'équité et de l'inégalité afin d'examiner dans quelle mesure les inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches découlent d'inégalités sociales et économiques profondément enracinées, sur lesquelles les enfants n'ont aucune prise. La section 8 présente des conclusions et des recommandations.

## Encadré 1 Justice sociale et équité

Les conclusions du *Bilan 9* ont été présentées comme une « première tentative d'évaluer la performance des pays selon le critère de la "société juste" du philosophe politique américain John Rawls »<sup>i</sup>. Bien qu'elle fasse l'objet de nombreuses critiques depuis sa publication, la théorie avant-gardiste de Rawls instaurant le concept de justice comme équité fournit un angle sous lequel observer notre analyse des inégalités dans la partie inférieure de la distribution à travers le temps.

Rawls propose d'imaginer une « position originelle », où la structure globale de la société serait débattue avant sa création. Il invite ensuite à imaginer qu'un « voile d'ignorance » empêche les individus de connaître leur futur statut au sein de cette société. À travers cette réflexion, le philosophe ne pose plus la question de savoir « à quoi ressemble une société équitable », mais « dans quel type de société des citoyens raisonnables consentiraient à vivre ».

Rawls affirme qu'un principe clé émergerait d'un tel processus de négociation : l'existence d'inégalités économiques et sociales au sein d'une société équitable serait acceptable à la double condition (i) qu'elles découlent d'un contexte équitable d'égalité des chances, et (ii) qu'elles profitent aux membres de la société les plus défavorisés — un concept qu'il qualifie de « principe de différence »<sup>ii</sup>. En d'autres termes, selon le modèle de Rawls, les inégalités matérielles sont admissibles si elles bénéficient à tous (par exemple, en créant un niveau de vie plus élevé pour tous) et découlent d'une situation d'égalité des chances garantissant à toutes les personnes les mêmes chances de réussite.

Le présent *Bilan* explore les thèmes identifiés par Rawls, mais uniquement du point de vue de l'enfant. Il examine en détail les inégalités de conditions de vie entre les enfants et analyse dans quelle mesure les inégalités influencent par elles-mêmes la situation des enfants. Ces considérations sont étudiées parallèlement à une autre interrogation : à quel point les inégalités de bien-être entre les enfants sont-elles liées aux inégalités sociales et économiques sur lesquelles les enfants n'ont aucune prise ?

<sup>i</sup> UNICEF, 2010, « Les enfants laissés pour compte : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches », *Bilan Innocenti 9*, Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence (encadré 3).

<sup>ii</sup> Rawls, J. 1971, *Theory of Justice*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

## SECTION 2

# TABLEAUX DE CLASSEMENT

**Tableau de classement 1** Inégalités de revenus

Rang	Pays	Écart de revenu relatif	Taux de pauvreté des enfants (50 % de la médiane)
1	Norvège	37,00	4,5
2	Islande	37,76	6,4
3	Finlande	38,34	3,7
4	Danemark	39,54	4,8
5	République tchèque	39,62	6,3
6	Suisse	39,64	7
7	Royaume-Uni	39,94	9,3
8	Pays-Bas	40,64	5,7
9	Luxembourg	41,21	13
10	Irlande	41,49	6,9
11	Autriche	41,87	9,6
12	Allemagne	43,11	7,2
13	France	43,95	9
14	Australie	44,75	9,3
15	République de Corée	45,74	8
16	Suède	46,23	9,1
17	Nouvelle-Zélande	46,52	11
18	Chypre	47,19	9,1
19	Slovénie	47,29	8,3
20	Malte	48,21	14,5
21	Hongrie	48,34	15
22	Belgique	48,41	10,1
23	Pologne	51,76	14,5
24	Canada	53,19	16,9
25	Slovaquie	54,21	13,7
26	Croatie	54,59	14,8
27	Lituanie	54,81	17,8
28	Estonie	55,55	12,4
29	Turquie	57,07	22,8
30	États-Unis	58,85	20
31	Chili	59,03	26,3
32	Lettonie	59,66	16,3
33	Portugal	60,17	17,4
34	Japon	60,21	15,8
35	Italie	60,64	17,7
36	Espagne	62,62	20,2
37	Israël	64,58	27,5
38	Grèce	64,69	22,3
39	Mexique	65,00	24,6
40	Bulgarie	67,01	23,1
41	Roumanie	67,08	24,3

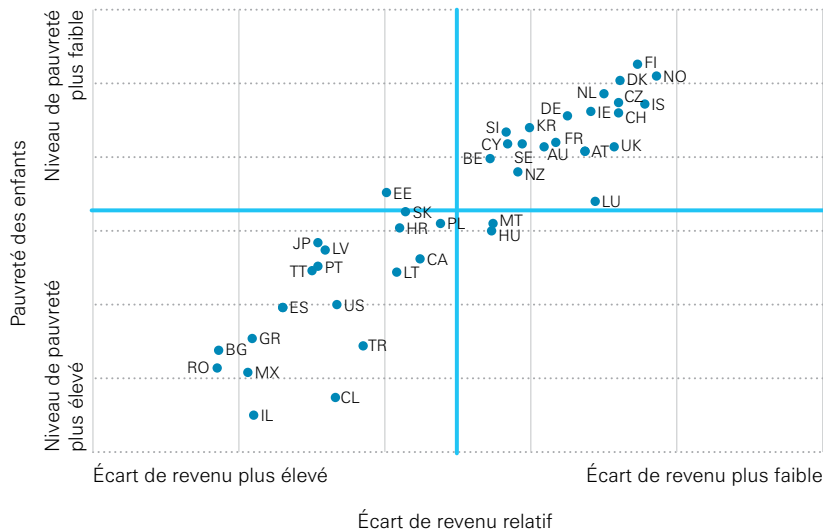
Voir notes et sources des données p. 44.

Les quatre principaux tableaux de classement présentés dans ce *Bilan* classent les pays riches sur la base des inégalités entre les enfants *dans la partie inférieure de la distribution*, en matière de revenus, d'éducation, de santé et de satisfaction dans la vie. Chaque tableau de classement fournit un aperçu du *fossé que les pays riches laissent se creuser entre les enfants les plus défavorisés et l'enfant « moyen »*. Ces quatre tableaux de classement sont complétés par un cinquième tableau qui récapitule les résultats globaux dans ces quatre domaines. Chacun des principaux tableaux de classement contextualise la mesure de l'inégalité au moyen d'un indicateur qui rend compte du nombre d'enfants se trouvant à l'extrémité inférieure de la distribution en ce qui concerne les revenus, la réussite scolaire, la santé et la satisfaction dans la vie.

Le *tableau de classement 1* classe les pays selon leur *écart de revenu relatif*. Cette mesure de l'inégalité dans la partie inférieure de la distribution montre l'ampleur du retard qu'éprouvent les enfants les plus pauvres par rapport à l'enfant « moyen », pour chacun des pays.

Afin de mettre cette mesure de l'inégalité en perspective, le *tableau de classement 1* présente également le taux de pauvreté des enfants (correspondant à 50 % de la médiane nationale) de chaque pays.

L'encadré « *Interprétation des données : tableau de classement 1 – Revenu* » fournit plus de détails concernant ces mesures.

**Figure 1** Écart de revenu relatif et pauvreté des enfants

Source : voir page 44, tableau de classement 1.

### Interprétation des données : tableau de classement 1 – Revenu

Les calculs des inégalités de revenus entre les enfants de la partie inférieure de la distribution, ou *écart de revenu relatif*, se fondent sur le revenu disponible des ménages comptant des enfants âgés de 0 à 17 ans (il s'agit du revenu augmenté des prestations sociales, après déduction des impôts, ajusté en fonction de la taille et de la composition des ménages).

Pour mesurer les inégalités dans la partie inférieure de la distribution, le revenu du ménage d'un enfant du 50<sup>e</sup> centile (la médiane) est comparé à celui d'un enfant du 10<sup>e</sup> centile (c'est-à-dire un enfant plus pauvre que 90 % des autres enfants) ; l'écart entre les deux, exprimé sous la forme d'un pourcentage de la médiane, montre *jusqu'à où la société laisse se creuser le fossé à l'égard des enfants les plus pauvres*.

Par exemple, en Norvège, le revenu du ménage d'un enfant du 10<sup>e</sup> centile est 37 % plus faible que celui d'un enfant situé au milieu de l'échelle de distribution des revenus — la médiane.

La pauvreté des enfants est mesurée en pourcentage d'enfants vivant dans des ménages dont les revenus s'élèvent à moins de 50 % du revenu médian national (revenu augmenté des prestations sociales, après déduction des impôts, ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille).

Ce tableau de classement repose sur les données d'enquête de 2013 (ou la dernière année où ces données étaient disponibles). Se reporter aux sources des données, page 44.

#### Principales conclusions :

- » Les pays scandinaves affichent tous les écarts de revenu relatifs les plus faibles, à l'exception de la Suède (qui figure au milieu du classement). Dans ces pays, le revenu dont dispose le ménage d'un enfant du 10<sup>e</sup> centile est inférieur d'environ 38 % à celui d'un enfant se trouvant au milieu de l'échelle de distribution des revenus.
- » Sur les 41 pays riches de ce classement, 19 affichent un écart de revenu relatif supérieur à 50 %, ce qui signifie qu'un enfant du 10<sup>e</sup> centile dispose de moins de la moitié du revenu disponible du ménage qu'un enfant de la médiane.
- » En Bulgarie et en Roumanie, l'écart de revenu relatif est de 67 %, ce qui signifie que le revenu du ménage d'un enfant du 10<sup>e</sup> centile est inférieur de 67 % à celui de la médiane.
- » On constate également des écarts de revenu supérieurs à 60 % dans les grands pays du sud de l'Europe (Espagne, Grèce, Italie, Portugal), ainsi qu'en Israël, au Japon et au Mexique.
- » Les écarts de revenu relatifs et les niveaux de pauvreté sont étroitement liés (*figure 1*) : ces derniers sont en général plus élevés dans les pays affichant un écart de revenu important (quadrant inférieur gauche de la *figure 1*) et plus bas dans les pays affichant un faible écart de revenu.

**Tableau de classement 2** Inégalités dans l'enseignement

Rang	Pays	Écart de réussite	Pourcentage d'enfants sous le niveau de compétence 2 dans les trois matières
1	Chili	1,92	24,6
2	Roumanie	1,77	24,0
3	Estonie	1,59	3,2
4	Lettonie	1,19	8,3
5	Croatie	0,88	11,7
6	Pologne	0,79	5,7
7	Lituanie	0,67	12,1
8	Danemark	0,66	9,3
9	Irlande	0,62	6,8
10	États-Unis	0,54	12,2
11	Slovénie	0,46	9,9
12	Espagne	0,36	10,4
13	République tchèque	0,30	8,9
14	Canada	0,28	6,2
15	République de Corée	0,22	4,4
16	Finlande	0,18	5,3
17	Hongrie	0,15	13,1
18	Grèce	0,08	15,7
19	Portugal	-0,10	12,6
20	Suisse	-0,12	7,5
21	Autriche	-0,17	10,7
22	Italie	-0,26	11,9
23	Norvège	-0,28	11,0
24	Australie	-0,29	9,1
25	Royaume-Uni	-0,40	11,2
26	Islande	-0,46	13,6
27	Japon	-0,48	5,5
28	Allemagne	-0,56	8,8
29	Suède	-0,61	15,0
30	Pays-Bas	-0,70	8,6
31	Nouvelle-Zélande	-0,94	11,1
32	Bulgarie	-0,97	28,6
33	Luxembourg	-0,98	14,4
34	Slovaquie	-1,03	18,8
35	France	-1,36	12,7
36	Belgique	-1,39	11,5
37	Israël	-1,96	18,5
	Mexique	2,19	31,0
	Turquie	1,76	15,6

Voir notes et sources des données p. 44.

Le *tableau de classement 2* classe les pays en fonction de leur écart de réussite aux tests du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE. Cette mesure permet de rendre compte du retard éprouvé par les élèves en difficulté par rapport à l'élève « moyen » en lecture, en mathématiques et en sciences à l'âge de 15 ans.

Le *tableau de classement 2* indique également le pourcentage d'élèves qui n'atteignent pas le niveau de compétence 2 du test dans ces trois matières.

L'encadré « *Interprétation des données : tableau de classement 2 – Éducation* » fournit plus de détails concernant ces mesures.

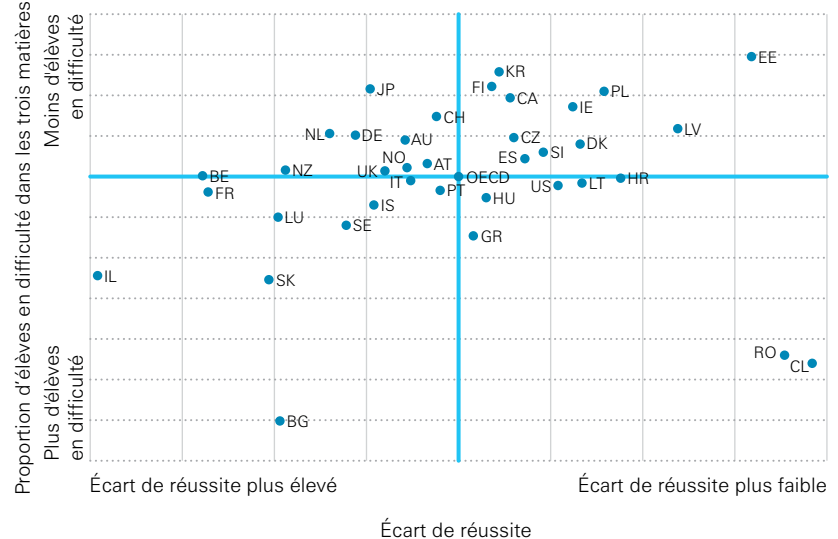
#### Principales conclusions :

- » Dans les deux pays qui présentent le plus faible écart de réussite, le Chili et la Roumanie, le pourcentage d'élèves qui n'atteignent pas le niveau de compétence 2 dans les trois matières est très élevé. Cela signifie que, bien que l'écart vis-à-vis de l'enfant « moyen » soit inférieur dans ces deux pays, un pourcentage plus élevé d'enfants ne maîtrise pas les aptitudes et compétences de base.
- » Deux pays à revenu élevé, la Belgique et la France, se trouvent à la fin du classement et présentent des écarts de réussite scolaire très importants.
- » De tous ces pays riches, le pourcentage d'élèves de 15 ans n'atteignant pas le niveau de compétence 2 dans les trois matières varie considérablement entre les pays : il est d'à peine 3 à 5 % en Estonie, en Finlande et en République de Corée, mais atteint 24 à 28 % en Bulgarie, au Chili et en Roumanie.
- » La *figure 2* illustre le lien entre l'écart de réussite scolaire et la proportion d'enfants n'atteignant pas le niveau de compétence 2 dans les trois matières. Les pays situés dans le quadrant supérieur droit sont ceux qui affichent les meilleures performances, puisqu'ils combinent de faibles écarts de réussite à un faible pourcentage d'élèves sous le niveau 2 dans les trois matières. Au contraire, les pays situés dans le quadrant inférieur gauche affichent les plus mauvaises performances, puisqu'ils présentent à la fois d'importants écarts de réussite et un pourcentage absolu élevé d'élèves sous le niveau 2. Ce graphique souligne que la réduction de l'écart de réussite n'implique pas nécessairement de choisir entre égalité et bon niveau académique (*figure 2*). En Estonie, en Irlande, en Lettonie et en Pologne, quatre pays qui présentent de faibles inégalités dans la partie inférieure de la distribution en matière de réussite scolaire, une proportion limitée d'enfants n'atteint pas le niveau de compétence 2 dans les trois matières.



- » À l'inverse, un écart de réussite important peut aller de pair avec un pourcentage relativement élevé d'élèves sous le niveau de compétence 2 dans les trois matières. C'est le cas de la Bulgarie, d'Israël, du Luxembourg, de la République slovaque et de la Suède (quadrant inférieur gauche).
- » L'Estonie est le pays qui affiche les meilleures performances, puisqu'elle présente de bons résultats pour les deux indicateurs. Pourtant, même dans ce pays, l'écart de réussite en matière de lecture équivaut à 2,5 années de scolarisation perdues pour un enfant du 10<sup>e</sup> centile par rapport à un enfant « moyen ».

**Figure 2** Écart de réussite et handicap éducatif



Source : PISA, 2012 ; voir page 44, tableau de classement 2.  
Remarque : le Mexique et la Turquie sont exclus de ce graphique.

## Interprétation des données : tableau de classement 2 – Éducation

Le programme PISA de l'OCDE évalue les compétences des élèves de 15 ans en mathématiques, en lecture et en sciences. Le *tableau de classement 2* repose sur les données de l'enquête la plus récente, réalisée en 2012.

L'écart de réussite scolaire est mesuré sur la base de la différence entre les scores obtenus au test PISA par les élèves de la médiane et du 10<sup>e</sup> centile.

Afin de combiner les écarts de réussite des trois matières en une seule mesure, présentée dans le *tableau de classement 2*, les écarts entre les scores obtenus à la médiane et au 10<sup>e</sup> centile pour chaque matière ont été convertis en score Z, puis la moyenne des scores Z de toutes les matières a été calculée pour obtenir l'écart de réussite scolaire global pour chacun des pays. Le score Z mesure la différence normalisée entre une valeur donnée et la moyenne de l'échantillon. Les valeurs positives supérieures à 0,5 représentent un score supérieur à la moyenne de l'OCDE ; les valeurs négatives inférieures à -0,5 représentent un score inférieur à la moyenne. Enfin, on considère que les valeurs comprises entre -0,5 et 0,5 sont assimilées à la moyenne.

Par exemple, au Chili, la moyenne des scores Z sur les trois matières est supérieure de 1,92 écart-type à la moyenne de l'OCDE.

En outre, les scores au test PISA sont positionnés sur une échelle comptant six niveaux de compétence, qui représentent chacun un jalon lié aux « aspects » clés de chacune des matières et sont définis indépendamment par des experts du secteur.

D'après le programme PISA, un score inférieur au niveau de compétence 2 dans chaque matière correspond à un faible niveau de performance scolaire.

Le *tableau de classement 2* fournit des informations sur le pourcentage d'élèves de chaque pays dont les résultats se trouvent sous le niveau de compétence 2 dans les trois matières. Un faible niveau de performance à l'âge de 15 ans dans les trois matières évaluées est le signe d'un important handicap éducatif.

Dans la section 4, nous analyserons les scores bruts au test PISA (plutôt que les scores Z) concernant la lecture. Une différence de 41 points équivaut à environ une année de scolarisation formelle.

**Tableau de classement 3** Inégalités de santé

Rang	Pays	Écart de santé relatif	Un ou plusieurs problèmes de santé signalés tous les jours
1	Autriche	23,64	17,7
2	Allemagne	24,76	19,6
3	Suisse	24,95	16,3
4	Norvège	25,15	14,9
5	Danemark	25,50	17,6
6	Finlande	25,89	15,0
7	Portugal	26,39	17,7
8	Pays-Bas	26,74	19,9
9	République tchèque	26,84	25,3
10	Espagne	27,31	23,9
11	Grèce	27,37	27,9
12	Croatie	27,59	25,7
13	Estonie	27,65	23,8
14	États-Unis	27,98	28,2
15	Belgique	28,14	23,8
16	Slovénie	28,29	18,7
17	Lettonie	28,61	23,3
18	Hongrie	28,79	22,2
19	Royaume-Uni	28,87	21,4
20	Irlande	28,90	21,0
21	Slovaquie	28,96	23,8
22	Suède	29,08	19,1
23	France	29,18	30,7
24	Canada	29,27	22,6
25	Lituanie	29,31	23,0
26	Bulgarie	29,39	30,6
27	Australie	29,86	21,8
28	Italie	30,11	30,5
29	Luxembourg	30,27	24,1
30	Malte	30,56	30,7
31	Islande	31,08	22,6
32	Roumanie	33,95	31,2
33	Pologne	34,05	27,4
34	Turquie	34,54	53,3
35	Israël	38,88	29,7

Voir notes et sources des données p. 44.

Le *tableau de classement 3* classe les pays en fonction de l'écart relatif en ce qui concerne les problèmes de santé signalés par les enfants. Pour chacun des pays, l'écart relatif compare un enfant signalant relativement souvent des problèmes de santé à un enfant « moyen » situé sur la médiane de l'échelle de santé, l'écart mesuré correspondant à la différence entre ces deux valeurs, calculée en pourcentage de la médiane. Ce tableau montre l'ampleur du fossé séparant les enfants du bas de la distribution de l'enfant « moyen » en matière de santé.

Le *tableau de classement 3* indique également le pourcentage d'enfants signalant un ou plusieurs problèmes de santé tous les jours et montre ainsi la proportion d'enfants présentant, d'après leurs dires, un état de santé médiocre dans chacun des pays.

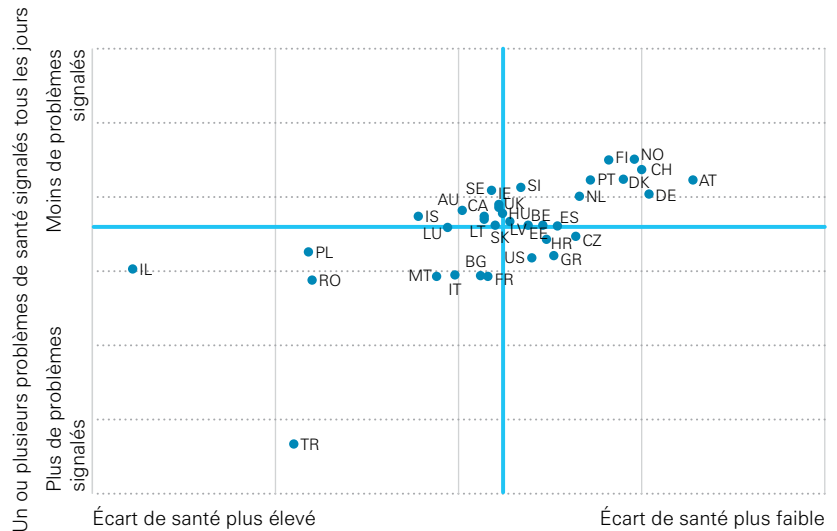
L'encadré « *Interprétation des données : tableau de classement 3 – Santé* » fournit plus de détails concernant ces mesures.

#### Principales conclusions :

- » L'écart relatif moyen concernant les problèmes de santé signalés par les enfants est de 29 % pour les 35 pays étudiés.
- » Les pays affichant les écarts de santé les plus faibles sont l'Autriche (23,6 %), l'Allemagne (24,8 %) et la Suisse (25 %). Le Danemark, la Finlande et la Norvège présentent également un écart relativement faible.
- » Les pays affichant les écarts les plus importants sont Israël (38,9 %), la Turquie (34,5 %) et la Pologne (34,1 %).
- » Plus de la moitié des enfants en Turquie et près d'un tiers des enfants en Bulgarie, en France, en Israël, en Italie, à Malte et en Roumanie signalent au moins un problème de santé par jour.

» La figure 3 positionne les pays selon leurs performances en termes d'inégalités dans la partie inférieure de la distribution et de fréquence absolue des problèmes de santé. Les pays du quadrant supérieur droit affichent, dans les deux cas, des résultats plus élevés que la moyenne, tandis que les pays du quadrant inférieur gauche présentent, également dans les deux cas, des scores inférieurs à la moyenne. Seule la Turquie montre à la fois de fortes inégalités dans la partie inférieure de la distribution et une fréquence élevée de problèmes de santé signalés (quadrant inférieur gauche).

**Figure 3** Écart de santé relatif et problèmes de santé quotidiens



Source : HBSC, 2014 ; voir page 44, tableau de classement 3.

Remarque : des données de 2010 ont été utilisées pour les États-Unis, Israël et la Turquie.

## Interprétation des données : tableau de classement 3 – Santé

Le *tableau de classement 3* repose sur les données du cycle 2013/2014 de l'enquête sur les comportements liés à la santé des enfants en âge scolaire (HBSC).

Ce tableau classe les pays d'après les inégalités relatives aux problèmes de santé signalés par les enfants dans la partie inférieure de la distribution. L'enquête a demandé à des élèves âgés de 11, 13 et 15 ans d'indiquer à quelle fréquence, au cours des six derniers mois, ils avaient ressenti les symptômes psychosomatiques suivants : maux de tête ; maux d'estomac ; mal de dos ; déprime ; irritabilité ou mauvaise humeur ; nervosité ; insomnies ; vertiges. Les possibilités de réponse étaient les suivantes : « environ tous les jours », « plus d'une fois par semaine », « environ toutes les semaines », « environ tous les mois », « rarement ou jamais ». Ces réponses ont été agrégées pour donner une échelle mixte montrant la fréquence de survenance des problèmes de santé signalés par les enfants. Cette échelle va de 0 à 32, où 0 correspond à des occurrences fréquentes des huit symptômes et où 32 signifie qu'aucun problème n'a été signalé.

Pour chaque pays, l'écart de santé relatif a été calculé au moyen de cette échelle, en comparant un enfant

signalant relativement souvent des problèmes de santé (correspondant à la moyenne des valeurs situées sous la médiane) à la fréquence des problèmes signalés par l'enfant « moyen » (qui correspond à la valeur médiane), l'écart mesuré étant la différence entre les deux valeurs, calculée en pourcentage de la médiane. Cet indicateur montre l'ampleur du fossé séparant les enfants du bas de la distribution de l'enfant « moyen » dans chaque pays.

Par exemple, en Autriche, le score de santé pour les enfants de la partie inférieure de la distribution est 23,6 % inférieur à celui de l'enfant situé au milieu de la distribution.

En complément de l'écart de santé relatif, le tableau inclut la proportion d'enfants de chaque pays signalant au moins un problème de santé par jour, ce qui fournit une indication de la gravité des symptômes en termes absolus.

L'enquête HBSC inclut de nombreux indicateurs relatifs à la santé. La section 5 explore plus en détail non seulement les données sur les problèmes de santé signalés par les enfants, mais examine également les données relatives à certains comportements clés liés à la santé, tels que les habitudes alimentaires et l'activité physique.

**Tableau de classement 4** Inégalités en matière de satisfaction dans la vie

Rang	Pays	Écart de satisfaction relatif	Niveau de satisfaction de 4 sur 10 ou moins
1	Pays-Bas	24,03	4,4
2	Australie	24,34	4,5
3	Danemark	25,12	5,7
4	Grèce	25,72	4,5
5	Roumanie	26,06	4,8
6	Lettonie	26,09	6,4
7	Suisse	26,32	5,4
8	Norvège	26,35	4,5
9	Autriche	26,90	5,2
10	Estonie	26,95	5,3
11	Finlande	27,01	5,7
12	Slovénie	27,21	5,6
13	Irlande	27,38	6,9
14	Malte	27,61	5,7
15	Hongrie	27,86	6,3
16	Bulgarie	27,90	5,0
17	Suède	27,98	8,2
18	Portugal	28,03	6,0
19	Islande	28,38	6,7
20	Royaume-Uni	28,42	7,4
21	États-Unis	28,67	7,3
22	Italie	28,80	8,0
23	Croatie	29,13	5,0
24	Espagne	29,23	5,6
25	Canada	29,37	8,6
26	Slovaquie	29,41	7,0
27	Lituanie	29,44	5,4
28	France	29,56	8,5
29	Allemagne	29,58	8,4
30	Belgique	29,96	9,6
31	Israël	30,01	7,7
32	Luxembourg	30,04	8,2
33	Pologne	31,11	10,0
34	République tchèque	31,50	8,6
35	Turquie	35,95	15,3

Voir notes et sources des données p. 44.

Le *tableau de classement 4* classe les pays en fonction de l'écart relatif de satisfaction dans la vie chez les enfants. Cet indicateur montre l'ampleur du fossé qui sépare les enfants les moins satisfaits de leur existence de leurs pairs.

Le *tableau de classement 4* affiche également, pour chaque pays, la proportion d'enfants dont le niveau global de satisfaction dans la vie est très faible — c'est-à-dire les enfants qui attribuent un score de 4 ou moins à leur niveau de satisfaction, sur une échelle de 0 à 10.

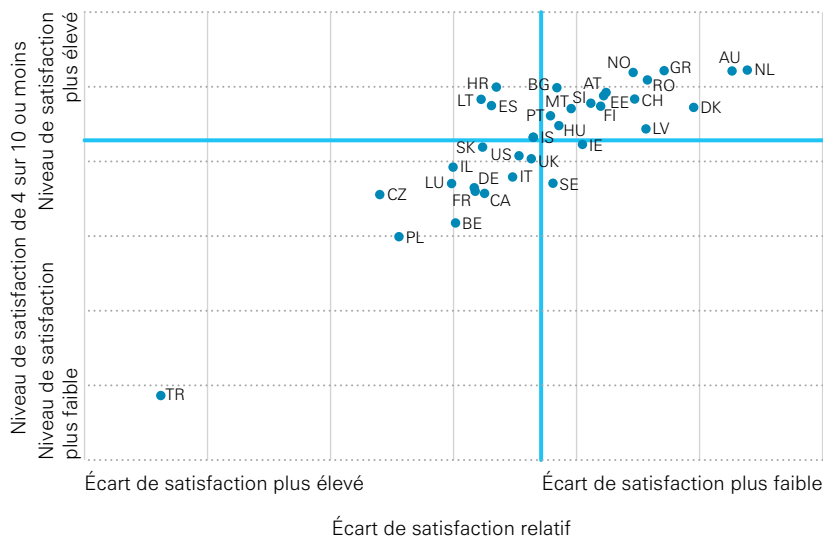
L'encadré « *Interprétation des données : tableau de classement 4 – Satisfaction dans la vie* » fournit plus de détails concernant ces mesures.

#### Principales conclusions :

- » L'enfant « moyen » fait état d'un niveau de satisfaction dans la vie de 8 sur 10 dans presque tous les pays, mais les enfants du bas de la distribution se trouvent loin derrière leurs pairs — leur niveau de satisfaction étant généralement inférieur à la médiane de 2,5 à 3 points sur 10.
- » C'est en Turquie que le fossé est le plus profond entre les enfants de la partie inférieure de la distribution et la médiane, puisque l'écart relatif de satisfaction dans la vie s'élève à 36 %. On constate également un écart supérieur à 30 % en Pologne et en République tchèque.
- » Les Pays-Bas affichent le plus petit écart relatif de satisfaction dans la vie (24 %), suivis de l'Australie et du Danemark (environ 25 %). En d'autres termes, au Danemark, le score moyen de satisfaction dans la vie des enfants de la moitié inférieure de la distribution correspond à 75 % du score de la médiane.
- » On constate d'importantes disparités entre les pays en ce qui concerne la proportion d'enfants qui évaluent leur satisfaction dans la vie à 4 sur 10 ou moins — soit un très faible niveau de satisfaction. La proportion de ce groupe varie de 4,4 % aux Pays-Bas à 15,3 % en Turquie.

» La figure 4 répartit les pays dans l'un des quatre quadrants du graphique selon leurs performances : comme précédemment, les pays situés dans le quadrant supérieur droit affichent de meilleures performances que la moyenne, à la fois en termes d'inégalités dans la partie inférieure de la distribution et en ce qui concerne le pourcentage d'enfants se disant très peu satisfaits dans leur existence. Le lien entre les deux indicateurs est très étroit, puisque la plupart des pays se trouvent soit dans le quadrant supérieur droit, soit dans le quadrant inférieur gauche. Dans les pays affichant de plus faibles inégalités dans la partie inférieure de la distribution, la proportion d'enfants évaluant leur satisfaction dans la vie à 4 sur 10 ou moins est généralement moins élevée, et vice versa : une plus grande proportion d'enfants vivant dans les pays qui présentent d'importantes inégalités dans la partie inférieure de la distribution attribuent un faible score à leur niveau de satisfaction dans la vie.

**Figure 4** Écart relatif de satisfaction dans la vie et faible niveau de satisfaction



Source : HBSC, 2014 ; voir page 44, tableau de classement 4.  
Remarque : des données de 2010 ont été utilisées pour les États-Unis, Israël et la Turquie.

## Interprétation des données : tableau de classement 4 – Satisfaction dans la vie

Le *tableau de classement 4* repose sur les données du cycle 2013/2014 de l'enquête sur les comportements liés à la santé des enfants en âge scolaire (HBSC).

Les scores concernant la satisfaction dans la vie reposent sur l'évaluation par les enfants eux-mêmes de leur satisfaction dans la vie, sur une échelle de 0 (« *la pire vie possible* ») à 10 (« *la meilleure vie possible* »).

Pour chaque pays, l'écart relatif en termes de satisfaction dans la vie correspond à la différence entre la satisfaction dans la vie moyenne d'un enfant relativement peu satisfait (correspondant à la moyenne des valeurs situées sous la médiane) et la satisfaction dans la vie de l'enfant « moyen » (la médiane), l'écart mesuré étant la *différence entre les*

*deux valeurs, calculée en pourcentage de la médiane*. Cet indicateur montre l'ampleur du fossé qui sépare les enfants relativement peu satisfaits dans leur vie et leurs pairs.

Par exemple, aux Pays-Bas, le score de satisfaction dans la vie des enfants de la partie inférieure de la distribution est 24 % inférieur à celui des enfants du milieu de la distribution.

Le *tableau de classement 4* indique également la proportion d'enfants dans chaque pays qui évaluent leur niveau de satisfaction dans la vie à 4 ou moins sur 10. Cela nous permet d'évaluer la prévalence de très faibles niveaux de satisfaction dans la vie dans chaque pays.

**Tableau de classement 5** Position moyenne d'après les quatre dimensions examinées

Rang	Pays	Revenu	Éducation	Santé	Satisfaction dans la vie	Indicateurs manquants
1	Danemark	4	8	5	3	0
2=	Finlande	3	16	6	11	0
2=	Norvège	1	23	4	8	0
2=	Suisse	6	20	3	7	0
5	Autriche	11	21	1	9	0
6	Pays-Bas	8	30	8	1	0
7	Irlande	10	9	20	13	0
8	Estonie	28	3	13	10	0
9	Slovénie	19	11	16	12	0
10	Lettonie	32	4	17	6	0
11	République tchèque	5	13	9	34	0
12	Croatie	26	5	12	23	0
13	Australie	14	24	27	2	0
14=	Allemagne	12	28	2	29	0
14=	Grèce	38	18	11	4	0
14=	Hongrie	21	17	18	15	0
14=	Royaume-Uni	7	25	19	20	0
18	États-Unis	30	10	14	21	0
19	Portugal	33	19	7	18	0
20	Islande	2	26	31	19	0
21	Roumanie	41	2	32	5	0
22	Espagne	36	12	10	24	0
23	Suède	16	29	22	17	0
24	Malte	20		30	14	1
25	Lituanie	27	7	25	27	0
26	Canada	24	14	24	25	0
27	Pologne	23	6	33	33	0
28	France	13	35	23	28	0
29=	Belgique	22	36	15	30	0
29=	Luxembourg	9	33	29	32	0
31	Slovaquie	25	34	21	26	0
32	Italie	35	22	28	22	0
33	Bulgarie	40	32	26	16	0
34	Turquie	29		34	35	1
35	Israël	37	37	35	31	0
-	République de Corée	15	15			2
-	Chili	31	1			2
-	Nouvelle-Zélande	17	31			2
-	Japon	34	27			2
-	Chypre	18				3
-	Mexique	39				3

□ s.o.    ■ Premier tiers    ■ Deuxième tiers    ■ Troisième tiers    ■ Deux indicateurs ou plus manquants

Voir notes et sources des données p. 44.

Le *tableau de classement 5* récapitule les performances globales de chaque pays en matière d'inégalités de bien-être entre les enfants dans la partie inférieure de la distribution. Il précise la place de chaque pays dans les tableaux de classement relatifs au revenu, à l'éducation, à la santé et à la satisfaction dans la vie, et fournit un classement global sur la base de la position moyenne de chaque pays d'après les quatre tableaux précédents.

Les pays pour lesquels des indicateurs dans deux domaines du bien-être de l'enfant ou plus sont manquants sont exclus de ce classement général, mais figurent à la fin du tableau à des fins de référence.

#### Principales conclusions :

- » Le Danemark figure à la première place du tableau de classement général. Il affiche des inégalités relativement faibles dans la partie inférieure de la distribution pour les quatre domaines du bien-être de l'enfant. C'est d'ailleurs le seul pays à figurer dans le premier tiers des quatre tableaux de classement. Le plus mauvais score du Danemark est la huitième place, qu'il occupe dans le tableau relatif à l'éducation.
- » La Finlande, la Norvège et la Suisse se partagent la deuxième place du classement général. Ces pays figurent dans le premier tiers de chaque tableau, à l'exception de l'éducation.
- » Israël et la Turquie occupent les dernières places du tableau de

classement général. Dans chacun des domaines du bien-être de l'enfant pour lesquels des données valides sont disponibles, ces deux pays affichent des inégalités relativement élevées dans la partie inférieure de la distribution.

- » Certaines des plus grandes puissances économiques du monde se trouvent dans le dernier tiers du tableau de classement général, notamment trois pays du Groupe des Sept (G7) : le Canada (26<sup>e</sup>), la France (28<sup>e</sup>) et l'Italie (32<sup>e</sup>). Le Luxembourg, qui est le pays de l'Union européenne dont le revenu par personne est le plus élevé, figure à la 29<sup>e</sup> place.
- » Le *Bilan 9* examinait les inégalités dans la partie inférieure de la distribution avant la crise économique. La comparaison des tableaux de classement général des deux *bilans* suggère que la France, l'Islande et la Suède ont vu leur position relative chuter ces dernières années ; la France, qui se trouvait auparavant au milieu du tableau de classement général, figure désormais dans le dernier tiers, tandis que l'Islande et la Suède, qui se trouvaient auparavant plutôt en haut du tableau de classement général, se situent désormais légèrement au-dessus du dernier tiers. Il n'est cependant pas possible de comparer directement les deux *Bilans*, des mesures quelque peu différentes ayant été utilisées.

## SECTION 3

### REVENU

#### Les inégalités de revenus se sont creusées dans la majorité des pays riches

Comment les inégalités de revenus ont-elles évolué ces dernières années ? Plusieurs scénarios peuvent expliquer l'évolution de l'écart de revenu relatif dans le temps. Ainsi, si les revenus du bas de la distribution augmentent plus rapidement que ceux du milieu de la distribution, nous observons un scénario doublement vertueux, où des améliorations globales vont de pair avec une baisse des inégalités dans la partie inférieure de la distribution. À l'inverse, si le revenu du 10<sup>e</sup> centile diminue plus vite que celui de la médiane, les inégalités s'accroissent et le fossé séparant les enfants les plus pauvres se creuse encore davantage.

La *figure 5* répartit les pays en cinq groupes pour expliciter les raisons de l'évolution des inégalités entre 2008 et 2013. Ces scénarios sont fondés sur de « véritables » évolutions en matière de revenu dans le temps, c'est-à-dire qu'ils tiennent compte de l'inflation, bien que cela n'ait aucune incidence sur l'écart relatif en lui-même.

Les inégalités de revenus dans la partie inférieure de la distribution ont augmenté dans plus de la moitié des pays riches étudiés : dans 19 pays sur 37, une hausse de l'écart de revenu relatif d'au moins 1 point de pourcentage a été observée entre 2008 et 2013. Dans les deux tiers de ces pays, une hausse considérable des inégalités, supérieure à 2 points de pourcentage, a été constatée.

La *figure 5* montre que :

- » Sur les dix pays où l'écart de revenu relatif a diminué d'au moins 2 points de pourcentage entre 2008 et 2013, cette évolution s'explique dans

seulement quatre d'entre eux (Finlande, République de Corée, République tchèque et Suisse) par une diminution « positive » de l'écart — les revenus du 10<sup>e</sup> centile et de la médiane ont augmenté, mais ceux du 10<sup>e</sup> centile ont progressé plus vite.

- » Dans le deuxième groupe de pays, l'écart relatif a diminué parce que le revenu de la médiane a baissé, alors que le revenu du 10<sup>e</sup> centile a diminué plus lentement (Irlande, Lituanie et Luxembourg), est resté stable (États-Unis et Royaume-Uni) ou a augmenté (Mexique).
- » Au Canada, en France, en Israël, en Slovaquie et en Suède, l'écart de revenu relatif a augmenté, car le revenu de la médiane a progressé ou, à tout le moins, est resté stable, tandis que le revenu du 10<sup>e</sup> centile a progressé plus lentement — voire a diminué — creusant ainsi l'écart entre la partie inférieure et le milieu de la distribution.
- » Les hausses les plus importantes en matière d'inégalités — au moins 5 points de pourcentage — ont été observées dans quatre pays du sud de l'Europe (Espagne, Grèce, Italie et Portugal) et dans trois pays de l'Est de l'Europe (Hongrie, Slovaquie et Slovénie). Dans tous ces pays, à l'exception de la Slovaquie, le revenu du ménage d'un enfant de la médiane a diminué, mais celui du 10<sup>e</sup> centile a chuté encore plus vite, créant un fossé de plus en plus profond entre un enfant de la médiane et les enfants les plus pauvres.

#### De l'importance des prestations sociales

Le marché de l'emploi contribue de manière significative à modeler les

revenus des ménages avec enfants — en particulier après une crise économique, quand les taux de chômage et de sous-emploi augmentent. Dans tous les pays européens, les enfants vivant dans des familles touchées par le chômage sont surreprésentés dans le décile inférieur de revenu. En Bulgarie, plus de 75 % des enfants du décile le plus pauvre vivent dans un foyer touché par le chômage ; plus de 60 % des enfants sont également concernés en Belgique, en Grèce, en Hongrie, en Irlande et en Slovaquie.

La comparaison — illustrée dans la *figure 6* — des revenus avant et après versement des prestations sociales dans les pays européens souligne le fait que ces dernières contribuent également à réduire les écarts de revenu relatifs entre les enfants des pays riches. En effet, dans tous ces pays, les inégalités de revenus sont plus élevées avant le versement des prestations sociales qu'après ; toutefois, l'ampleur de l'amélioration apportée par les prestations sociales varie considérablement à travers l'Europe.

C'est ainsi qu'en Irlande et au Royaume-Uni, les prestations sociales diminuent pratiquement de moitié l'écart de revenu relatif. En effet, sans ces versements substantiels, les écarts de revenu dans ces deux pays seraient parmi les plus élevés d'Europe. Dans d'autres pays, notamment la Bulgarie, la Grèce, l'Italie et le Portugal, les écarts de revenu avant et après versement des prestations sociales sont sensiblement similaires. Ces pays affichent certains des niveaux d'inégalité dans la partie inférieure de la distribution parmi les plus élevés de la comparaison.



**Plus les écarts de revenu sont importants, plus les niveaux de pauvreté et de dénuement sont élevés**

Examiner les inégalités de revenus chez les enfants parallèlement aux taux de pauvreté monétaire des enfants et de dénuement matériel fournit un aperçu plus exhaustif de l'évolution du niveau de vie des enfants. Comme expliqué dans la section 2, écart de revenu relatif et pauvreté des enfants sont étroitement liés : les pays qui présentent de fortes inégalités de revenus dans la partie inférieure de la distribution ont généralement un taux de pauvreté des enfants plus élevé (et inversement, de faibles inégalités de revenus s'accompagnent souvent d'un niveau inférieur de pauvreté des enfants). Toutefois, les statistiques relatives sur le revenu ne traduisent pas forcément ce que signifie vivre avec un faible revenu dans un pays riche. L'analyse du dénuement matériel peut aider à mieux comprendre la situation des enfants se trouvant dans la partie inférieure de la distribution du revenu.

On considère que les enfants souffrent de dénuement matériel quand leur foyer n'a pas les moyens de garantir au moins trois des neuf éléments suivants, jugés nécessaires pour mener une vie décente : 1) faire face aux dépenses imprévues ; 2) prendre une semaine de vacances par an ailleurs qu'à la maison ; 3) éviter les arriérés de paiement sur le loyer, les prêts immobiliers et les charges ; 4) proposer un repas composé de viande ou de protéines tous les deux jours ; 5) chauffer suffisamment la maison ; 6) posséder un lave-linge ; 7) posséder un téléviseur couleur ; 8) posséder un téléphone ; 9) posséder une voiture personnelle.

**Figure 5** Évolution des inégalités de revenus

Pays	Écart de revenu relatif en 2008	Écart de revenu relatif en 2013	Évolution (2008-2013)
<b>Pays où les revenus du 10<sup>e</sup> centile ont augmenté plus vite que ceux de la médiane</b>			
République de Corée	51,1	45,7	-5,4
Suisse	42,4	39,6	-2,8
République tchèque	42,1	39,6	-2,5
Finlande	40,5	38,3	-2,2
<b>Pays où les revenus du 10<sup>e</sup> centile ont baissé moins vite que ceux de la médiane</b>			
Royaume-Uni	48,1	39,9	-8,2
Irlande	46,7	41,5	-5,2
Luxembourg	45,5	41,2	-4,3
Mexique	68,4	65,0	-3,4
États-Unis	61,1	58,9	-2,2
Lituanie	56,9	54,8	-2,1
<b>Pays où l'écart relatif est resté stable (+/- 2 points)</b>			
Australie	46,5	44,7	-1,8
Islande	39,2	37,8	-1,4
Lettonie	60,9	59,7	-1,2
Nouvelle-Zélande	47,6	46,5	-1,1
Autriche	42,7	41,9	-0,8
Norvège	36,6	37,0	0,4
Belgique	47,9	48,4	0,5
Allemagne	42,6	43,1	0,5
Danemark	38,5	39,5	1,0
Pologne	50,7	51,8	1,1
Pays-Bas	39,4	40,6	1,2
Bulgarie	65,7	67,0	1,3
Roumanie	65,6	67,1	1,5
Malte	46,5	48,2	1,7
<b>Pays où les revenus du 10<sup>e</sup> centile ont augmenté moins vite que ceux de la médiane</b>			
France	41,4	43,9	2,5
Canada	50,3	53,2	2,9
Israël	61,6	64,6	3,0
Suède	41,4	46,2	4,8
Slovaquie	46,2	54,2	8,0
<b>Pays où les revenus du 10<sup>e</sup> centile ont baissé plus vite que ceux de la médiane</b>			
Estonie	52,7	55,5	2,8
Chypre	42,4	47,2	4,8
Portugal	54,8	60,2	5,4
Hongrie	42,6	48,3	5,7
Slovénie	40,7	47,3	6,6
Espagne	55,9	62,6	6,7
Italie	52,6	60,6	8,0
Grèce	55,6	64,7	9,1

Source : EU-SILC 2008-2013.

Remarques : Canada et États-Unis, 2007-2013 ; Israël, 2007-2012 ; Mexique, 2008-2012. Rupture de la série chronologique au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni.

Aucune donnée de tendance disponible pour le Chili, la Croatie, le Japon et la Turquie.

**Figure 6** Inégalités de revenus et prestations sociales

Pays	Écart de revenu relatif avant transferts	Écart de revenu relatif après transferts	Pourcentage de diminution de l'écart grâce aux transferts sociaux
Royaume-Uni	77,4	39,9	48,4
Irlande	76,3	41,5	45,6
Belgique	82,2	48,4	41,1
Islande	63,6	37,8	40,6
Autriche	68,9	41,9	39,2
Norvège	60,5	37,0	38,8
Hongrie	76,1	48,3	36,5
France	68,5	43,9	35,9
Danemark	61,4	39,5	35,6
Finlande	58,2	38,3	34,1
Luxembourg	61,3	41,2	32,8
Suède	67,7	46,2	31,7
Allemagne	62,9	43,1	31,5
Malte	68,1	48,2	29,2
Pays-Bas	56,3	40,6	27,8
Lituanie	75,2	54,8	27,1
Slovénie	63,0	47,3	25,0
Croatie	68,8	54,6	20,6
Suisse	48,9	39,6	19,0
Estonie	67,9	55,5	18,2
Espagne	75,2	62,6	16,7
Pologne	61,7	51,8	16,2
Bulgarie	78,3	67,0	14,5
République tchèque	46,3	39,6	14,4
Lettonie	69,0	59,7	13,5
Chypre	54,5	47,2	13,4
Slovaquie	62,3	54,2	13,0
Roumanie	75,9	67,1	11,6
Italie	64,5	60,6	6,0
Portugal	62,5	60,2	3,6
Grèce	66,3	64,7	2,4

Source : EU-SILC 2013.

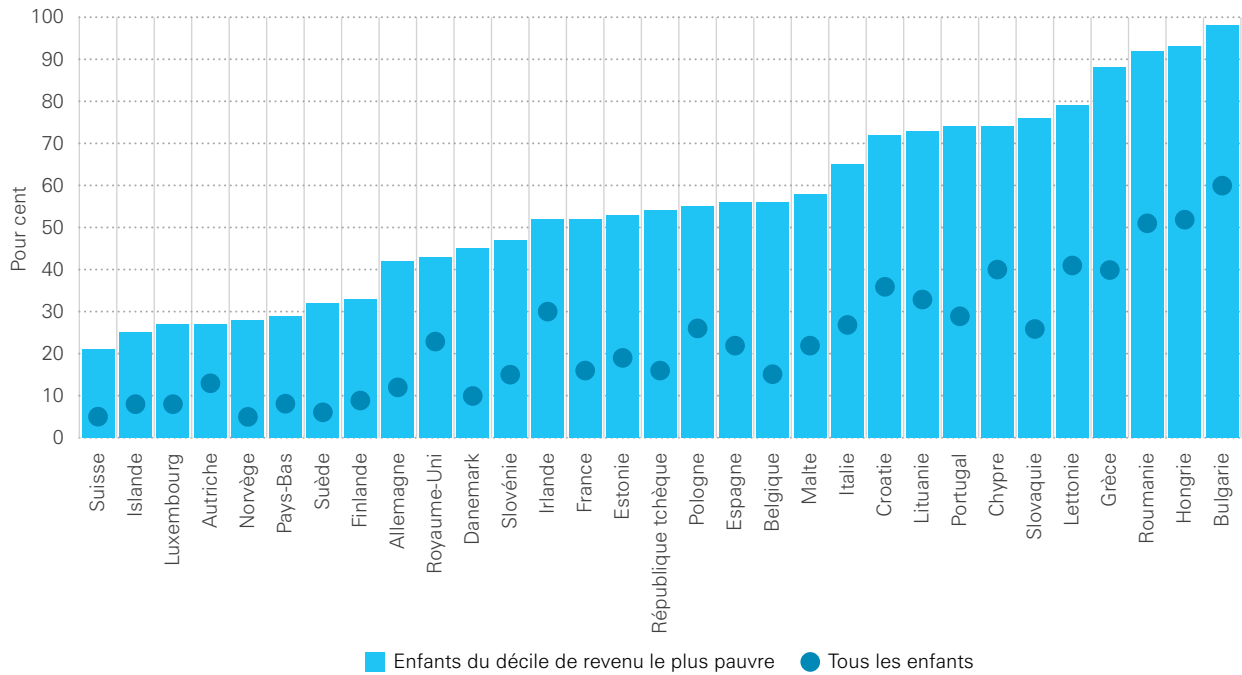
Bien que le revenu national influence les niveaux de dénuement matériel, on constate en Europe un lien étroit entre les écarts de revenu relatifs et le degré de dénuement matériel dans les ménages avec enfants : les pays affichant de fortes inégalités de revenus dans la partie inférieure de la distribution ont généralement un niveau de dénuement matériel plus élevé<sup>5</sup>.

La *figure 7* montre que dans tous les pays européens, les enfants du décile inférieur de revenu sont plus susceptibles de vivre dans un dénuement matériel que l'ensemble de la population infantine. En Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, plus de 90 % des enfants du décile inférieur de revenu vivent dans des foyers souffrant de dénuement matériel.

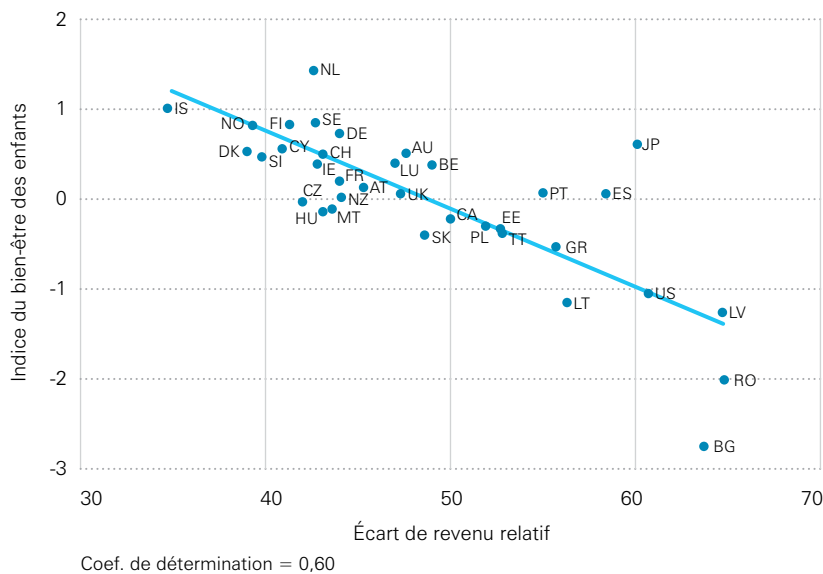
### Moins d'inégalités de revenus, plus de bien-être pour les enfants

En quoi les inégalités de revenus dans la partie inférieure de la distribution sont-elles liées au bien-être global de l'enfant ? La *figure 8* offre une version révisée de l'indice multidimensionnel du bien-être de l'enfant présenté dans le *Bilan 11* (2013) comparé aux écarts de revenu relatifs<sup>6</sup>. Dans les pays affichant des écarts de revenu élevés, le niveau de bien-être global des enfants est généralement plus faible.

Les éléments présentés ici montrent que de forts écarts de revenu relatifs ne sont pas inéluctables, que les responsables politiques disposent d'outils pour réduire efficacement les inégalités de revenus et que de plus faibles écarts de revenu bénéficient à tous les enfants — dans la mesure où cela s'accompagne d'un meilleur niveau de bien-être global des enfants. Bien que les responsables politiques rencontrent des difficultés certaines à équilibrer les budgets sous l'effet de la crise économique, les arguments préconisant de favoriser les stratégies qui empêchent les revenus des ménages avec enfants les plus précarisés de reculer encore davantage sont irréfutables.

**Figure 7** Pourcentage d'enfants vivant dans des ménages défavorisés

Source : EU-SILC 2013.

**Figure 8** Écart de revenu relatif et bien-être global des enfants (2009)

Source : Bradshaw J., 2015, « Child poverty and child well-being in international perspective », dans Fernandez, E., Zeira, A., Vecchiato, T. et Canali, C. (dir.), *Theoretical and Empirical Insights into Child and Family Poverty*, Springer International, Cham, Suisse, p. 59-70 ; EU-SILC, 2009.

## SECTION 4

# ÉDUCATION

### Les inégalités relatives à la réussite scolaire ont reculé dans la majorité des pays

Il est certes important de se demander si les inégalités ont reflué au cours de ces dernières années. Cependant, comprendre *comment* les écarts de réussite ont évolué permet de déterminer dans quelle mesure les questions du handicap éducatif et des mauvais résultats scolaires ont été traitées. Par exemple, l'écart de réussite a pu se réduire parce que les enfants du bas de la distribution ont été « tirés vers le haut », rapprochant ainsi leur niveau de réussite de la moyenne. Mais la diminution de l'écart de réussite peut également résulter d'une baisse du niveau de réussite moyen, allant de pair avec la stagnation (voire le repli) du niveau de réussite des enfants de la partie inférieure de la distribution.

La *figure 9* examine en détail l'évolution des inégalités de réussite au test PISA pour la lecture, entre 2006 et 2012<sup>7</sup>. Elle montre que la tendance est positive dans la majorité des pays, avec une diminution de l'écart. Les États sont répartis en cinq groupes selon la manière dont les inégalités ont évolué. Les cas les plus intéressants sont en l'espèce les pays où le score de la médiane a progressé et où l'écart de réussite s'est contracté, ce qui correspond à un scénario « gagnant-gagnant » où des améliorations globales s'accompagnent d'une baisse des inégalités dans la partie inférieure de la distribution.

Les principales tendances qui se dégagent de la *figure 9* sont les suivantes :

- » *Les pays qui ont réduit les inégalités tout en améliorant les résultats médians au test.* Le bilan est positif : 20 des 38 pays se trouvent dans cette catégorie. Les progrès les plus notables ont été observés en Allemagne, au Chili, au Mexique et en République tchèque, bien que les résultats médians au test en République tchèque et au Mexique restent faibles comparés aux autres pays. L'Allemagne et la Belgique affichent également de nettes améliorations, ainsi que des résultats médians en hausse.
- » *Les pays qui présentent un recul des inégalités, mais aussi une baisse des résultats médians au test.* Ce scénario n'a été observé qu'au Canada, où le recul notable des inégalités dans la partie inférieure de la distribution est en partie dû à la baisse du niveau de réussite global.
- » *Les pays qui affichent une hausse des inégalités, ainsi que de meilleurs résultats médians au test.* Ce scénario ne concerne que la Bulgarie, où l'écart s'est davantage creusé entre les élèves les plus en difficulté et la médiane.
- » *Les pays qui affichent une hausse des inégalités dans la partie inférieure de la distribution, ainsi qu'une baisse des résultats médians au test.* Cette tendance à la baisse est la plus inquiétante, même si elle n'est pas très fréquente en lecture. Deux pays à revenu élevé font partie de cette catégorie : la Finlande et la Suède.

### De nombreux pays ont réduit le niveau de handicap éducatif absolu

Dans le tableau de classement 2, les mesures de l'écart de réussite relatif sont complétées par un indicateur du handicap éducatif absolu, qui représente la proportion totale d'enfants n'atteignant pas le niveau de compétence 2 au test PISA dans les trois matières. En 2012, dans tous les pays de l'OCDE, 28 % des élèves de 15 ans se trouvaient sous le niveau de compétence 2 dans au moins des trois matières et 11,6 % ne l'atteignaient pas dans les trois matières (*figure 10*). Il est probable que les élèves qui affichent de mauvais résultats dans les trois matières relèvent du groupe d'élèves les plus en difficulté depuis un certain temps.

**Figure 9** Évolution des inégalités de réussite en lecture

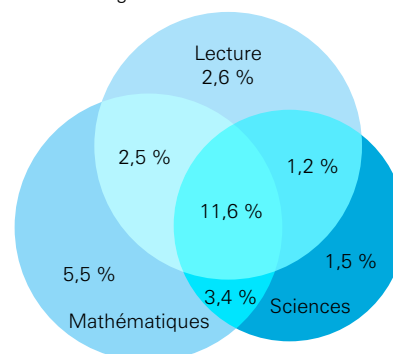
Pays	Écart de réussite en 2006	Écart de réussite en 2012	Évolution (2006-2012)
<b>Pays où les résultats du 10<sup>e</sup> centile ont augmenté davantage que ceux de la médiane</b>			
République tchèque	153	117	-36,0
Chili	133	104	-28,5
Allemagne	158	131	-27,6
Mexique	130	106	-24,0
Belgique	167	144	-23,6
Pologne	139	118	-20,6
Autriche	151	131	-20,5
Italie	153	138	-15,2
Lituanie	131	118	-13,0
Turquie	120	109	-11,0
Norvège	146	135	-10,7
Irlande	126	116	-10,5
Royaume-Uni	142	132	-10,4
Roumanie	125	115	-10,0
Estonie	116	106	-9,8
Portugal	140	131	-9,3
Japon	145	136	-8,7
Grèce	148	140	-8,1
Suisse	132	126	-6,1
Croatie	123	118	-5,0
<b>Pays où les résultats du 10<sup>e</sup> centile ont moins baissé que ceux de la médiane</b>			
Canada	132	125	-7,5
<b>Pays où l'écart de réussite est resté stable (dans une marge de +/- 5 points)</b>			
Danemark	120	116	-4,9
Nouvelle-Zélande	147	143	-4,6
République de Corée	123	119	-3,8
Pays-Bas	136	133	-3,1
Lettonie	122	120	-1,8
Slovénie	124	123	-1,4
Hongrie	131	131	-0,3
Australie	130	130	0,0
Israël	165	167	2,0
Espagne	125	127	2,1
Islande	136	138	2,4
Luxembourg	143	145	2,4
France	153	157	4,2
Slovaquie	146	151	4,7
<b>Pays où les résultats du 10<sup>e</sup> centile ont moins augmenté que ceux de la médiane</b>			
Bulgarie	153	167	14,2
<b>Pays où les résultats du 10<sup>e</sup> centile ont baissé davantage que ceux de la médiane</b>			
Suède	134	147	13,0
Finlande	109	131	21,7

Source : PISA 2006 et 2012.

Remarque : aucune donnée de tendance disponible pour les États-Unis.

**Figure 10** Pourcentage d'élèves sous le niveau de compétence 2 en mathématiques, lecture et sciences

72 % atteignent au moins le niveau 2



Source : PISA 2012.

Remarque : moyenne non pondérée des 34 pays de l'OCDE.

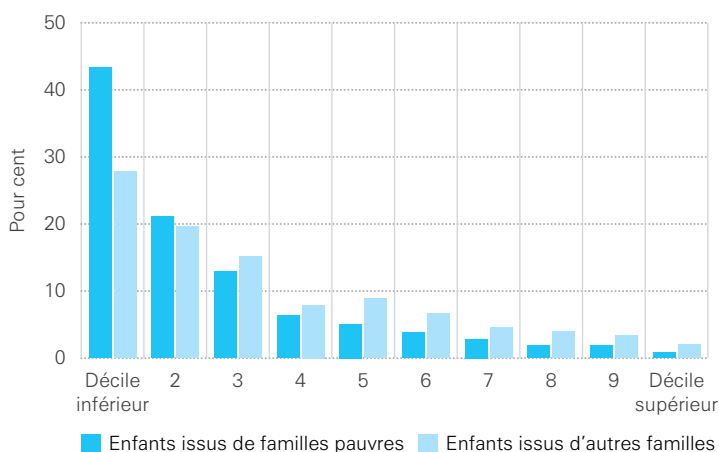
## Encadré 2 Le développement cognitif des enfants les plus pauvres entravé par un phénomène de « plancher collant » : conclusions de l'étude Millennium Cohort Study menée au Royaume-Uni

Dès l'âge de 3 ans, les enfants des milieux les plus favorisés ont tendance à obtenir de meilleurs résultats aux tests cognitifs. L'étude Millennium Cohort Study (MCS) suit environ 19 000 enfants nés au début du siècle dans tout le Royaume-Uni depuis l'âge de 9 mois. Ils ont été interrogés à l'âge de 3 ans, de 5 ans, de 7 ans et de 11 ans, et l'enquête se poursuivra jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte.

Bien qu'à chaque vague de l'étude MCS, 1 enfant sur 10 rejoigne le décile inférieur de la distribution des facultés cognitives, les probabilités que chaque enfant se retrouve dans ce décile dépendent du milieu familial. À l'âge de 5 ans, les enfants vivant dans des ménages pauvres ont près de trois fois plus de risques de faire partie du décile inférieur que leurs pairs ne vivant pas dans des familles à faible revenu.

La figure 11 montre le pourcentage d'enfants participant à l'étude MCS qui se trouvaient dans le décile inférieur de la distribution des facultés cognitives lors d'une année donnée (c'est-à-dire à l'âge de 3 ans, de 5 ans ou de 7 ans) et qui sont restés dans le décile inférieur ou qui ont progressé au sein de la distribution lors de la vague de tests suivante. Les enfants vivant dans des familles pauvres (43 %) ont nettement plus de risques de rester enfermés dans le décile inférieur de la distribution que les autres enfants qui ne vivent pas dans des familles à faible revenu (28 %), même si les différences s'estompent entre ceux qui parviennent à en sortir. En effet, la plupart des enfants qui quittent le décile inférieur ne progressent que d'un ou deux déciles, qu'ils soient issus d'une famille pauvre ou non. On constate donc un phénomène de « plancher collant » pour tous les enfants affichant de faibles performances cognitives, mais il se révèle bien plus important chez les enfants issus de familles à faible revenu.

**Figure 11** Progression à partir du décile inférieur de la distribution des facultés cognitives



Source : UK Millennium Cohort Study ; Bruckauf, Z. et Chzhen, Y., 2016, « Poverty and Children's Cognitive Trajectories: Evidence from the UK Millennium Cohort Study ».

<sup>i</sup> Hansen, K. et Joshi, H., 2007, *Millennium Cohort Study Second Survey: A user's guide to initial findings*, Centre for Longitudinal Studies, Londres.

La figure 12 examine l'évolution des tendances en matière de handicap éducatif absolu entre 2006 et 2012 pour les 38 pays participant à l'étude PISA. Elle montre que :

- » Les pays où le nombre d'enfants sous le niveau de compétence 2 a le plus baissé dans toutes les matières sont la Bulgarie, Israël, la Roumanie et la Turquie. Toutefois, malgré ces évolutions positives, ces quatre pays restent parmi ceux dont le niveau global de handicap éducatif absolu était le plus élevé en 2012.
- » L'Allemagne, la Lettonie, la Pologne et la République tchèque ont vu toutes les quatre le pourcentage d'enfants sous le niveau de compétence 2 dans les trois matières diminuer entre 2006 et 2012, ce qui leur a permis de rejoindre le premier tiers du classement (les pays affichant les meilleures performances) en ce qui concerne le handicap éducatif absolu en 2012.
- » Le niveau de handicap éducatif absolu est resté globalement stable entre 2006 et 2012 dans un certain nombre d'autres pays. Certains pays affichant les pourcentages les plus élevés d'élèves sous le niveau 2 dans les trois matières, tels que le Chili, la Grèce et le Luxembourg, peinent à réduire le nombre d'élèves en difficulté.
- » En Finlande et en Suède, on constatait une nette hausse du pourcentage d'élèves âgés de 15 ans qui n'atteignent pas le niveau de compétence 2 dans les trois matières entre 2006 et 2012, ce qui laisse à penser que ces deux pays comptent de plus en plus d'élèves en grande difficulté.

### Le recul des inégalités peut aller de pair avec des progrès scolaires pour tous les élèves

Alors que certains pays affichent des résultats « à la hausse » (la hausse du niveau académique s'accompagne du recul du niveau de handicap éducatif absolu), d'autres, au contraire, affichent une tendance régressive inquiétante en ce qui concerne le soutien en faveur des enfants du bas de la distribution. Les éléments avancés dans le présent rapport montrent pourtant que de forts écarts de réussite scolaire relatifs ne sont pas inéluctables. Les bonnes performances globales observées dans des pays comme l'Estonie, le Danemark et la Pologne montrent qu'il n'est pas nécessaire de renoncer à l'amélioration du niveau scolaire général pour réduire les écarts de réussite relatifs ni pour faire reculer le handicap éducatif absolu.

Le principal objectif du présent *Bilan* est de comparer les niveaux globaux d'inégalité dans la partie inférieure de la distribution entre les pays ; toutefois, l'analyse des différences au sein des pays montre à quel point les inégalités sociales contribuent au handicap éducatif. Les *encadrés 2* et *3*, ainsi que la section 7, abordent plus en détail ces questions essentielles.

Figure 12 Évolution du handicap éducatif

Pays	Sous le niveau 2 dans les trois matières en 2006	Sous le niveau 2 dans les trois matières en 2012	Évolution (2006-2012)
Roumanie	36	24	-11,9
Turquie	25	16	-9,8
Israël	26	19	-7,4
Bulgarie	35	29	-6,5
Mexique	35	31	-4,2
Portugal	16	13	-3,8
Pologne	9	6	-3,7
Italie	15	12	-3,3
Espagne	13	10	-2,7
Allemagne	11	9	-2,2
Japon	8	6	-2,2
Lettonie	10	8	-2,0
Estonie	5	3	-1,7
République tchèque	11	9	-1,7
Suisse	9	7	-1,5
Lituanie	13	12	-1,4
Norvège	12	11	-1,2
Irlande	8	7	-0,8
Chili	25	25	-0,7
Croatie	12	12	-0,5
France	13	13	-0,4
Autriche	11	11	0,0
Luxembourg	14	14	0,0
Grèce	15	16	0,3
Royaume-Uni	11	11	0,3
République de Corée	4	4	0,5
Belgique	11	12	0,7
Canada	5	6	1,0
Danemark	8	9	1,1
Pays-Bas	7	9	1,3
Australie	7	9	2,0
Slovénie	8	10	2,0
Hongrie	11	13	2,5
Islande	10	14	3,1
Nouvelle-Zélande	8	11	3,3
Finlande	2	5	3,5
Slovaquie	13	19	5,7
Suède	9	15	6,1
Moyenne de l'OCDE	12	12	0

Source : PISA 2006 et 2012.

Remarque : aucune donnée de tendance disponible pour les États-Unis.

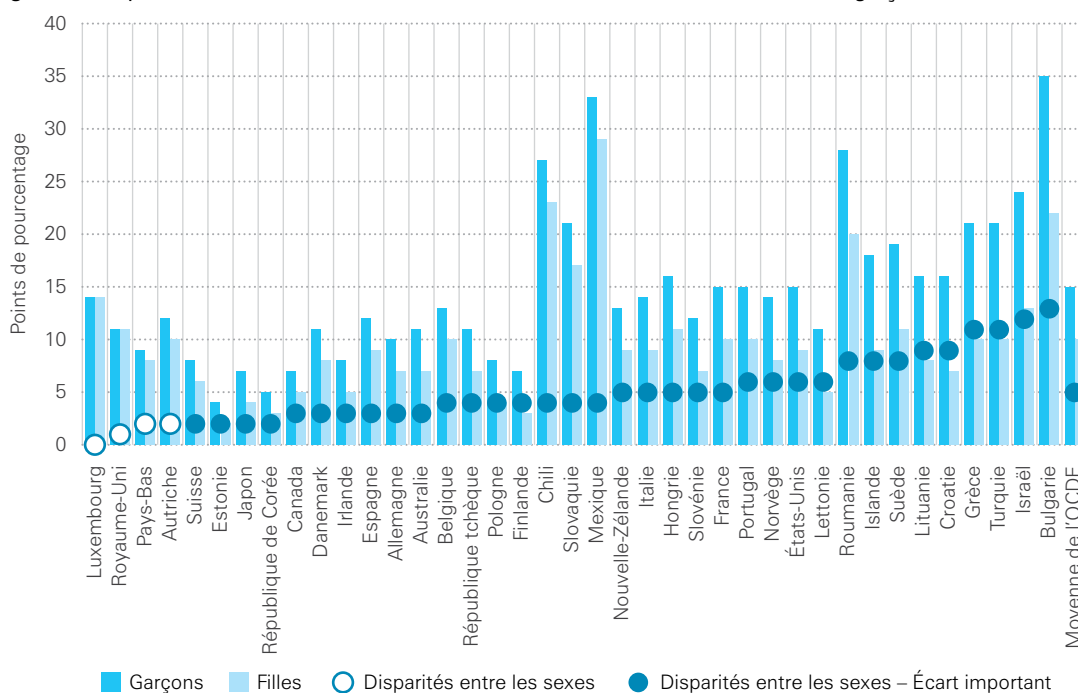
### Encadré 3 Le handicap éducatif examiné à travers le prisme du genre

Dès la première évaluation PISA réalisée en 2000, les garçons âgés de 15 ans ont systématiquement obtenu de moins bons résultats que les filles en mathématiques, en lecture et en sciences. L'écart en faveur des filles est plus marqué en lecture : en 2012, dans les pays de l'OCDE, elles ont en moyenne largement surpassé les garçons dans cette matière (38 points de plus, soit près d'une année de scolarisation). Sur 37 des 39 pays étudiés, les garçons avaient nettement plus de risques de se trouver dans le décile inférieur que les filles en ce qui concerne la maîtrise de la lecture.

La probabilité que les garçons fassent partie du groupe d'élèves en difficulté dans toutes les matières est également plus élevée dans 35 des 39 pays (figure 13). Bien que les disparités entre les sexes (en faveur des filles) soient plus faibles parmi les élèves qui n'atteignent pas le niveau de

compétence 2 dans les trois matières que parmi ceux qui n'atteignent pas ce niveau uniquement en lecture, par exemple, ce constat reflète bel et bien l'important handicap éducatif dont souffrent les garçons. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la probabilité que les garçons se trouvent dans ce groupe est supérieure de près de 4 points de pourcentage à celle des filles. En Bulgarie, en Grèce, en Israël et en Turquie, la différence est même de 10 à 14 points de pourcentage. Ce fossé est considérable du point de vue statistique dans tous les pays sauf quatre (l'Autriche, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni). Il est également persistant sur la durée. Dans quelques pays où la situation a nettement évolué entre 2006 et 2012 (par exemple, en Finlande, en Lituanie, en République tchèque et en Suède), les disparités ont augmenté.

**Figure 13** Disparités entre les sexes et mauvais résultats scolaires : différence entre les garçons et les filles



Source : PISA 2012.



## SECTION 5

## PROBLÈMES ET COMPORTEMENTS LIÉS À LA SANTÉ

Le *tableau de classement 3* met en exergue les inégalités dans la partie inférieure de la distribution concernant les problèmes de santé signalés par les enfants en 2014. Cette section prend en compte trois variables supplémentaires — *l'activité physique, les habitudes alimentaires saines et les mauvaises habitudes alimentaires* — afin de fournir un aperçu plus exhaustif de l'évolution de la santé et des comportements liés à la santé chez les adolescents. Les inégalités dans la partie inférieure de la distribution sont mesurées de la même manière pour les quatre indicateurs. Pour chaque pays, l'écart relatif a été calculé en comparant un enfant signalant des scores relativement faibles (correspondant à la moyenne des valeurs situées sous la médiane) à l'enfant « moyen » (la médiane en elle-même). L'écart mesuré correspond à la différence entre les deux valeurs, calculée en pourcentage de la médiane. Cet écart permet de montrer l'ampleur du fossé qui sépare les enfants du bas de la distribution de l'enfant « moyen » dans leur propre pays.

Les *figures 14 à 17* montrent l'évolution des inégalités dans la partie inférieure de la distribution pour chacun des quatre indicateurs, entre 2002 et 2014. Les pays sont classés par groupes afin de préciser les raisons de ces évolutions. Le premier groupe rassemble les pays où l'écart relatif s'est réduit parce que la situation s'est améliorée pour les enfants du milieu de la distribution et que ces derniers ont progressé plus rapidement ; ce scénario positif atteste non seulement d'une embellie globale, mais également d'un recul des inégalités dans la partie inférieure de la distribution. Un repli de l'écart relatif a également été observé dans les pays du deuxième groupe,

Figure 14 Évolution des inégalités de santé

Pays	Écart relatif en 2002	Écart relatif en 2014	Évolution (2002-2014)
<b>Pays où l'écart relatif est resté stable (+/- 2 points)</b>			
États-Unis	29,2	28,0	-1,2
Estonie	28,8	27,7	-1,1
Espagne	27,8	27,3	-0,5
Lituanie	29,2	29,3	0,1
Autriche	23,2	23,6	0,4
Grèce	26,2	27,4	1,2
Hongrie	27,3	28,8	1,5
Royaume-Uni	27,3	28,9	1,6
Finlande	24,0	25,9	1,9
<b>Pays où la santé des enfants du milieu de la distribution s'est améliorée davantage que celle des enfants du bas de la distribution</b>			
Roumanie	31,6	34,0	2,3
Suède	26,2	29,1	2,8
Slovaquie	25,5	29,0	3,5
Portugal	22,5	26,4	3,9
Israël	31,2	38,9	7,7
<b>Pays où la santé des enfants du bas de la distribution s'est détériorée davantage que celle des enfants du milieu de la distribution</b>			
Norvège	23,1	25,2	2,0
Luxembourg	28,2	30,3	2,1
Bulgarie	27,2	29,4	2,2
Croatie	25,3	27,6	2,3
Belgique	25,7	28,1	2,5
Suisse	22,4	25,0	2,5
Canada	26,6	29,3	2,7
Lettonie	25,4	28,6	3,3
Islande	27,7	31,1	3,4
Italie	26,4	30,1	3,7
Danemark	21,8	25,5	3,8
République tchèque	22,8	26,8	4,0
Allemagne	20,5	24,8	4,3
Pays-Bas	22,2	26,7	4,6
France	24,4	29,2	4,8
Turquie	29,7	34,5	4,9
Slovénie	22,2	28,3	6,1
Irlande	22,5	28,9	6,4
Malte	24,0	30,6	6,6
Pologne	26,3	34,1	7,8

Source : HBSC 2002-2014.

Remarque : États-Unis et Israël, 2002-2010 ; Bulgarie, Islande, Luxembourg, Roumanie et Slovaquie, 2006-2014 ; Turquie, 2006-2010.

mais il s'explique par une régression du milieu de la distribution et une amélioration dans la partie inférieure. Le troisième groupe inclut des pays où l'écart relatif s'est creusé, soit parce que la situation du milieu de la distribution s'est améliorée plus vite que celle de la partie inférieure, soit parce que la situation du milieu de la distribution a progressé alors que celle de la partie inférieure a empiré. Dans le quatrième groupe, la santé des enfants de la partie inférieure comme du milieu de la distribution s'est détériorée, mais le déclin est plus important pour le bas de la distribution. Cette tendance mérite une attention particulière.

Lorsque l'écart relatif a varié de 2 points de pourcentage ou moins, l'évolution est jugée trop faible pour être représentative d'une tendance réelle ; par conséquent, seules les variations positives ou négatives supérieures à cette valeur sont prises en considération ici.

### Les inégalités en termes de santé ont augmenté dans la majorité des pays

En ce qui concerne la santé chez les adolescents, aucun pays n'a vu reculer les inégalités dans la partie inférieure de la distribution au cours de la décennie examinée. L'écart relatif concernant les problèmes de santé signalés par les adolescents a augmenté de 2 points de pourcentage ou plus dans 25 des 34 pays étudiés, et est resté stable dans les 9 autres (figure 14). Les hausses les plus importantes (d'au moins 6 points de pourcentage) ont été observées en Irlande, à Malte, en Pologne et en Slovaquie, où la santé des enfants de la partie inférieure s'est détériorée davantage que celle des enfants du milieu de la distribution, et en Israël, où la santé des enfants du milieu de la distribution s'est améliorée, alors que celle des enfants de la partie inférieure a empiré. La Pologne et Israël se trouvent à la fin du tableau de classement relatif à la santé (voir la section 2, page 8).

Les risques d'être laissé pour compte en matière de santé ne sont pas les mêmes pour tous les enfants. Dans la

Figure 15 Évolution des inégalités liées à la pratique d'une activité physique

Pays	Écart relatif en 2002	Écart relatif en 2014	Évolution (2002-2014)
<b>Pays où la pratique d'une activité physique a augmenté davantage dans la partie inférieure de la distribution qu'au milieu</b>			
Malte	64,6	55,6	-9,0
Finlande	51,0	42,5	-8,5
Norvège	55,7	47,6	-8,1
France	58,3	50,3	-8,0
Espagne	51,4	45,1	-6,3
Bulgarie	56,9	51,1	-5,8
Estonie	52,8	47,8	-5,0
Portugal	51,0	46,9	-4,1
Irlande	49,8	46,1	-3,7
Suisse	48,7	45,3	-3,4
Croatie	50,1	46,8	-3,3
République tchèque	49,3	46,2	-3,1
Lettonie	49,6	46,5	-3,1
Islande	50,3	47,7	-2,6
Belgique	51,5	49,2	-2,3
États-Unis	54,3	52,1	-2,2
Hongrie	54,4	52,3	-2,1
Pays-Bas	49,4	47,5	-2,0
<b>Pays où l'écart relatif est resté stable (+/- 2 points)</b>			
Slovaquie	49,6	47,7	-1,9
Danemark	51,8	50,3	-1,5
Luxembourg	49,4	48,2	-1,2
Canada	47,9	46,9	-1,0
Royaume-Uni	47,7	47,3	-0,4
Autriche	47,3	47,0	-0,4
Lituanie	48,1	47,9	-0,2
Slovénie	47,7	48,2	0,5
Suède	47,9	48,6	0,7
Grèce	50,3	51,2	0,9
Allemagne	46,8	47,7	0,9
Israël	61,8	62,9	1,1
<b>Pays où la pratique d'une activité physique a augmenté davantage au milieu de la distribution que dans la partie inférieure</b>			
Pologne	45,6	48,5	2,9
Roumanie	55,9	58,8	2,9
<b>Pays où la pratique d'une activité physique a reculé davantage dans la partie inférieure de la distribution qu'au milieu</b>			
Italie	54,2	56,8	2,6
Turquie	55,5	60,9	5,3

Source : HBSC 2002-2014.

Remarque : États-Unis et Israël, 2002-2010 ; Belgique, Bulgarie, Islande, Luxembourg, Roumanie et Slovaquie, 2006-2014 ; Turquie, 2006-2010.

majorité des pays étudiés, les enfants issus de foyers plus défavorisés présentent un état de santé plus précaire<sup>8</sup>. Toutefois, les différences entre les filles et les garçons sont encore plus marquées, répandues et persistantes (voir l'encadré 4).

### Les inégalités en matière d'activité physique ont diminué dans la majorité des pays

Exercer une activité physique régulière constitue un aspect fondamental du bien-être des adolescents. Les enfants participant à l'enquête HBSC indiquent le nombre de jours de la semaine précédant l'enquête au cours desquels ils ont pratiqué une activité physique pendant au moins 60 minutes (au total) par jour, comme le recommande l'Organisation mondiale de la Santé. Selon le questionnaire de l'enquête HBSC, l'activité physique correspond à « toute activité qui augmente notre rythme cardiaque et nous essouffle parfois »<sup>9</sup>. Les réponses des enfants sont reportées sur une échelle de 0 à 7 jours par semaine.

Au cours de ces 10 dernières années, les inégalités en matière d'activité physique dans la partie inférieure de la distribution ont diminué dans 18 des 34 pays sous revue ; un recul substantiel de 6 points de pourcentage ou plus a notamment été observé en Espagne, en Finlande, en France, à Malte et en Norvège (figure 15). Dans tous les pays où l'écart relatif s'est réduit, les progrès de la partie inférieure surpassent ceux du milieu de la distribution.

Dans 12 des 34 pays, l'écart relatif est resté stable (dans une marge de 2 points de pourcentage) entre 2002 et 2014. On observe cependant une hausse considérable des inégalités dans la partie inférieure de la distribution dans les 4 pays restants. Deux raisons expliquent ces évolutions : en Pologne et en Roumanie, l'écart relatif s'est creusé parce que, même si les enfants ont été plus actifs en 2014 qu'en 2002, les progrès du milieu de la distribution ont excédé ceux de la partie inférieure, tandis qu'en Italie et en Turquie, l'écart

**Figure 16** Évolution des inégalités liées à l'adoption d'habitudes alimentaires saines

Pays	Écart relatif en 2002	Écart relatif en 2014	Évolution (2002-2014)
<b>Pays où l'adoption d'habitudes alimentaires saines a progressé davantage dans la partie inférieure de la distribution qu'au milieu</b>			
Malte	52,9	40,3	-12,6
Hongrie	58,8	50,5	-8,3
Danemark	49,8	42,2	-7,6
Norvège	51,2	44,0	-7,2
Espagne	53,8	47,4	-6,3
Suède	51,2	45,5	-5,7
Grèce	49,8	45,0	-4,8
Italie	51,8	48,0	-3,8
Estonie	49,9	46,4	-3,5
Bulgarie	47,6	44,6	-3,0
États-Unis	52,1	49,6	-2,5
Lituanie	47,4	45,4	-2,1
<b>Pays où l'écart relatif est resté stable (+/- 2 points)</b>			
Islande	49,6	47,9	-1,8
Allemagne	50,3	48,6	-1,7
Lettonie	47,6	46,0	-1,6
Irlande	48,2	46,7	-1,5
Suisse	45,7	44,6	-1,0
Slovénie	45,4	44,4	-1,0
Royaume-Uni	50,1	49,6	-0,5
Turquie	43,9	43,4	-0,5
Autriche	47,4	47,2	-0,2
Canada	42,8	43,0	0,2
Roumanie	45,2	45,5	0,3
Pays-Bas	35,0	35,4	0,3
Slovaquie	45,6	46,3	0,7
Israël	49,2	50,3	1,1
Belgique	40,7	41,9	1,2
Luxembourg	47,1	48,7	1,5
<b>Pays où l'adoption d'habitudes alimentaires saines a progressé davantage au milieu de la distribution que dans la partie inférieure</b>			
Finlande	42,7	48,6	6,0
<b>Pays où l'adoption d'habitudes alimentaires saines a reculé davantage dans la partie inférieure de la distribution qu'au milieu</b>			
République tchèque	43,8	45,9	2,1
France	44,4	47,2	2,8
Pologne	43,2	46,4	3,2
Croatie	43,9	48,4	4,4
Portugal	41,6	48,2	6,6

Source : HBSC 2002-2014.

Remarque : États-Unis et Israël, 2002-2010 ; Bulgarie, Islande, Luxembourg, Roumanie et Slovaquie, 2006-2014 ; Turquie, 2006-2010.

s'est creusé parce que la situation des enfants de la partie inférieure a régressé de manière bien plus importante que celle des enfants du milieu de la distribution.

### Inégalités et alimentation saine : des tendances contrastées

Les fruits et les légumes sont des bases essentielles d'une alimentation saine et équilibrée. Les participants à l'étude HBSC indiquent combien de fois par semaine ils en consomment habituellement. Leurs réponses à ces deux questions sont ensuite cumulées pour générer un indicateur des habitudes alimentaires saines (sur une échelle de 0 à 14).

Les inégalités en matière d'habitudes alimentaires saines observées dans la partie inférieure de la distribution ont reculé dans 12 des 34 pays analysés (figure 16). Dans ces 12 pays, les progrès de la partie inférieure l'emportent sur ceux du milieu de la distribution. Les pays où l'écart relatif a le plus diminué — d'au moins 6 points de pourcentage — sont Malte, la Hongrie, le Danemark, la Norvège et l'Espagne, ce qui semble indiquer que l'accès des enfants à une alimentation saine s'y est considérablement amélioré au cours de ces 10 dernières années.

L'écart relatif est resté stable dans 16 pays et a progressé dans les 6 autres. Les pays où l'écart s'est le plus creusé sont le Portugal (où la situation des enfants de la partie inférieure s'est détériorée, alors que celle des enfants du milieu de la distribution est restée stable) et la Finlande (où la situation des enfants du milieu a davantage progressé que celles des enfants de la partie inférieure de la distribution, dans un contexte d'amélioration générale des habitudes alimentaires chez les adolescents).

### Les inégalités relatives aux mauvaises habitudes alimentaires ont diminué dans la plupart des pays

À l'inverse des fruits et légumes, la surconsommation d'aliments et de boissons contenant des sucres ajoutés

Figure 17 Évolution des inégalités liées à l'adoption de mauvaises habitudes alimentaires

Pays	Écart relatif en 2002	Écart relatif en 2014	Évolution (2002-2014)
<b>Pays où les mauvaises habitudes alimentaires ont reculé davantage dans la partie inférieure de la distribution qu'au milieu</b>			
Pays-Bas	89,1	69,4	-19,7
Slovénie	73,2	53,8	-19,4
Islande	61,9	44,5	-17,4
Norvège	71,1	57,8	-13,3
Grèce	66,0	52,7	-13,3
Bulgarie	89,5	77,8	-11,7
Israël	90,3	79,8	-10,4
Espagne	75,0	64,6	-10,4
Italie	77,1	66,7	-10,4
Canada	68,1	57,8	-10,4
Irlande	76,0	66,5	-9,5
Allemagne	77,0	67,8	-9,2
Luxembourg	74,7	66,4	-8,3
Malte	77,7	69,7	-8,0
Portugal	73,5	66,1	-7,4
Finlande	61,8	55,9	-5,9
République tchèque	70,6	66,2	-4,4
Danemark	64,3	60,0	-4,3
États-Unis	76,9	72,6	-4,3
Royaume-Uni	72,5	68,2	-4,3
Lettonie	67,7	63,7	-4,1
Croatie	74,2	70,5	-3,6
Autriche	69,2	65,7	-3,5
Suède	60,9	58,5	-2,5
France	74,9	72,5	-2,3
<b>Pays où l'écart relatif est resté stable (+/- 2 points)</b>			
Hongrie	80,8	79,1	-1,7
Suisse	75,0	73,6	-1,4
Pologne	74,0	73,0	-1,0
Estonie	63,9	63,3	-0,6
Lituanie	63,5	65,4	1,9
<b>Pays où les mauvaises habitudes alimentaires ont reculé davantage au milieu de la distribution que dans la partie inférieure</b>			
Roumanie	75,2	78,4	3,2
Slovaquie	70,9	75,2	4,3
Belgique	71,2	76,3	5,1
<b>Pays où les mauvaises habitudes alimentaires ont augmenté davantage dans la partie inférieure de la distribution qu'au milieu</b>			
Turquie	68,7	76,9	8,2

Source : HBSC 2002–2014.

Remarque : États-Unis et Israël, 2002-2010 ; Bulgarie, Islande, Luxembourg, Roumanie et Slovaquie, 2006-2014 ; Turquie, 2006-2010.

## Encadré 4 Des disparités persistantes entre les sexes : les adolescentes ont davantage de risques d'être laissées pour compte en matière de santé

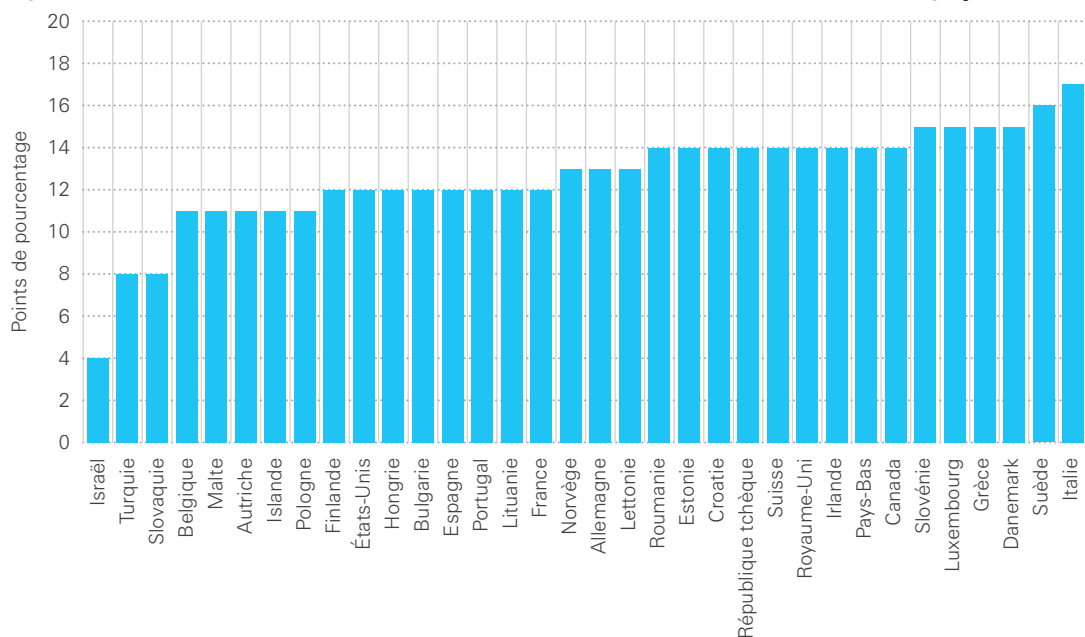
La *figure 18* illustre les disparités entre les sexes parmi les adolescents présentant un état de santé précaire dans l'enquête HBSC 2014. Les barres montrent la différence en points de pourcentage entre les filles et les garçons en ce qui concerne leurs risques respectifs de relever de l'extrémité inférieure de la distribution (c'est-à-dire les enfants dont les scores de santé sont inférieurs à la moyenne des scores de la moitié inférieure de la distribution dans leur pays). Les différences en matière d'âge et de niveau de richesse du ménage restent constantes. Dans les 34 pays examinés, les probabilités que les filles soient laissées pour compte en termes de santé sont nettement plus élevées. Étant donné que l'adolescence présage de l'état de santé à l'âge adulte, ces différences sont susceptibles de se poursuivre après la majorité.

En outre, dans les pays sous revue, on n'observe aucune corrélation entre les inégalités de santé dans la partie inférieure de la distribution et les disparités entre les sexes en ce qui concerne la probabilité de faire partie de l'extrémité inférieure de la distribution. En effet, les pays

qui affichent les différences les plus marquées entre les filles et les garçons (15 points de pourcentage ou plus) sont le Danemark, la Suède et l'Italie, qui figurent respectivement en haut, au milieu et en bas du *tableau de classement 3*, dans la section 2. Par ailleurs, c'est en Israël que les disparités entre les sexes sont les plus faibles, alors qu'il s'agit du pays où les inégalités de santé chez les adolescents de la partie inférieure de la distribution sont les plus marquées de la comparaison.

S'agissant de la santé des adolescents, les disparités entre les sexes sont non seulement répandues, mais également persistantes ; dans certains cas, elles s'amplifient même avec le temps. Dans les 34 pays, les filles avaient nettement plus de risques d'être laissées pour compte sur le plan de la santé dans les quatre cycles d'enquêtes HBSC réalisées entre 2002 et 2014. Dans 10 d'entre eux, les disparités se sont creusées depuis 2002 : en Belgique, au Canada, en Estonie, aux États-Unis, en Irlande, en Italie, en République tchèque, au Royaume-Uni, en Slovaquie et en Suède.

**Figure 18** Disparités entre les sexes et mauvais état de santé : différence entre les filles et les garçons



Source : HBSC, 2014 ; Chzhen, Y. et al., 2016, « Family Affluence and Inequality in Adolescent Health and Life Satisfaction ».

Remarque : des données de 2010 ont été utilisées pour les États-Unis, Israël et la Turquie.

va souvent de pair avec un état de santé précaire — en particulier du point de vue de la santé dentaire. Les participants à l'étude HBSC précisent la fréquence à laquelle, au cours de la semaine précédant l'enquête, ils ont consommé des « sucreries (bonbons ou chocolats) » et du « Coca ou tout autre soda sucré ». Leurs réponses sont converties en indicateur des mauvaises habitudes alimentaires (sur une échelle de 0 à 14), dont les valeurs les plus élevées correspondent à une consommation moins fréquente de sucres ajoutés.

Dans la grande majorité des pays, à savoir 25 sur 34, les inégalités relatives aux mauvaises habitudes alimentaires dans la partie inférieure de la distribution ont reculé d'au moins 2 points de pourcentage au cours de ces dix dernières années (figure 17). Dans tous les cas, cette baisse s'explique par une amélioration au milieu et dans la partie inférieure de la distribution, caractérisée cependant par des progrès plus rapides dans la partie inférieure — un réel scénario « gagnant-gagnant ». Aux Pays-Bas, en Slovénie et en Islande, on observe une baisse considérable — de plus de 17 points de pourcentage — de l'écart relatif. Une nette amélioration de 19 points de pourcentage place la Slovénie au niveau de la Grèce et de l'Islande et en fait un des pays les plus performants en matière d'inégalités associées aux mauvaises habitudes alimentaires dans la partie inférieure de la distribution (en termes de non-consommation de produits sucrés).

L'écart relatif en matière de mauvaises habitudes alimentaires s'est réduit dans plus de pays que tout autre indicateur de santé présenté dans cette section — et dans des proportions bien supérieures — même si les niveaux de départ étaient plus élevés que ceux des autres indicateurs. Ceci montre que les adolescents d'aujourd'hui consomment moins de sucre que ceux du début du siècle et que le fossé séparant les adolescents qui mangent moins sainement de leurs pairs n'est plus aussi profond.

Néanmoins, de manière générale, les inégalités en matière de mauvaises habitudes alimentaires dans la partie inférieure de la distribution étaient, en 2014, supérieures aux inégalités affichées pour les trois autres indicateurs. Dans quatre pays — la Belgique, la Roumanie, la Slovaquie et la Turquie —, l'écart relatif en matière de mauvaises habitudes alimentaires a progressé de 2 points de pourcentage ou plus depuis 2002. L'écart relatif a augmenté de 8 points de pourcentage en Turquie, une hausse assez considérable due à la baisse globale des performances, en particulier dans la partie inférieure de la distribution. En revanche, dans les trois autres pays, les inégalités se sont accrues parce que les performances de la partie inférieure ont progressé moins vite que celles du milieu de la distribution, et ce malgré un recul global des mauvaises habitudes alimentaires.

Les reculs des inégalités en matière d'habitudes alimentaires saines et mauvaises peuvent aller de pair. Dans 10 des 12 pays qui ont réduit les inégalités dans la partie inférieure de la distribution en ce qui concerne la consommation de fruits et légumes, on observe également un recul des inégalités en termes de consommation de sucres ajoutés. L'écart relatif en matière de mauvaises habitudes alimentaires est resté stable dans les deux autres pays, la Hongrie et la Lituanie. Les performances de l'Espagne et de la Norvège se distinguent particulièrement, puisqu'on y constate un net repli des inégalités, à concurrence de 6 points de pourcentage ou plus pour les deux indicateurs.

### Interprétation des tendances observées en matière d'inégalités dans le bas de la distribution

Le fait de grandir dans un environnement social inégalitaire et difficile peut empêcher les enfants de mener une vie heureuse, saine et productive<sup>10</sup>. Bien qu'aucun lien ne soit clairement établi dans cette section entre les indicateurs de santé et les

inégalités de revenus, ces dernières peuvent avoir des conséquences à retardement sur la santé et le bien-être des adolescents<sup>11</sup>. Il convient en outre de ne pas négliger l'importance des facteurs culturels, même si leur influence est assez difficile à détecter dans les analyses internationales.

Dans la grande majorité des pays étudiés, les inégalités de santé ont augmenté pour certains des indicateurs présentés, mais diminué pour d'autres, ce qui illustre bien la complexité des processus qui sous-tendent les inégalités de santé dans la partie inférieure de la distribution. En effet, l'Espagne et les États-Unis sont les deux seuls pays où les inégalités parmi les adolescents ont diminué sur les quatre indicateurs sous revue. Une tendance similaire se dégage en ce qui concerne le classement des pays en 2014 : la plupart des pays figurent dans la première moitié du tableau pour certains indicateurs, mais dans la seconde moitié pour d'autres. Cette observation s'applique même à certains des pays qui affichent pourtant les meilleures performances globales : les Pays-Bas présentent des inégalités relativement importantes en termes de mauvaises habitudes alimentaires ; la Finlande, en matière d'habitudes alimentaires saines ; et le Danemark, sur le plan de l'activité physique<sup>12</sup>.

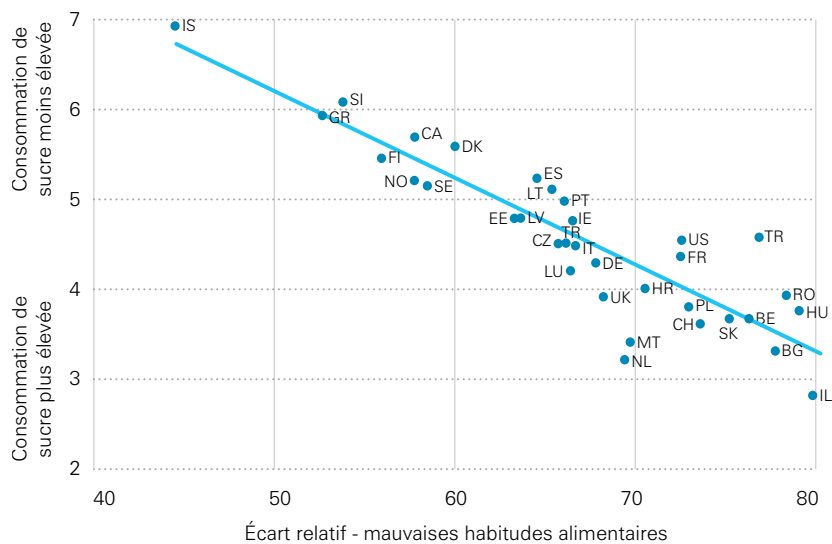
En revanche, d'après les données de l'enquête HBSC 2013/2014, nous savons que les niveaux moyens afférents aux problèmes de santé signalés par les adolescents, à l'activité physique et aux habitudes alimentaires (saines et mauvaises) varient en fonction des écarts relatifs pour chacun de ces indicateurs. Les moyennes de chaque pays pour chacune de ces mesures sont étroitement liées à leurs écarts relatifs respectifs pour chacun des indicateurs de santé étudiés ici<sup>13</sup>.

Plus précisément, les enfants sont plus susceptibles de signaler des problèmes de santé fréquents et de pratiquer une activité physique en moyenne moins intense dans les pays où le fossé se creuse entre les enfants de la partie

inférieure et la médiane. Il en est de même pour les habitudes alimentaires : le niveau moyen d'adoption d'habitudes saines tend à être plus faible et les mauvaises habitudes tendent à être plus répandues dans les pays où les inégalités sont marquées. Le lien entre inégalités relatives et niveau moyen des mauvaises habitudes alimentaires est particulièrement fort (*figure 19*).

Il est malaisé de tirer des conclusions générales expliquant avec exactitude pourquoi ces pays finissent en haut ou en bas du classement pour ces quatre indicateurs. Le lien étroit systématiquement établi entre améliorations globales et inégalités dans le bas de la distribution en matière de santé des enfants et de comportements sanitaires suggère qu'il est très difficile d'améliorer la santé des enfants de manière générale sans réduire le fossé dans la partie inférieure de la distribution.

**Figure 19** Inégalités relatives et niveau moyen des mauvaises habitudes alimentaires



Coef. de détermination = 0,79

Source : HBSC 2014.

Remarque : des données de 2010 ont été utilisées pour les États-Unis, Israël et la Turquie.

## SECTION 6

# SATISFACTION DANS LA VIE

### Les inégalités restent stables dans la plupart des pays

La *figure 20* complète les données du *tableau de classement 4* en montrant l'évolution des inégalités dans la partie inférieure de la distribution en ce qui concerne la satisfaction des enfants, entre 2002 et 2014. L'écart relatif a diminué dans 6 des 32 pays sous revue, a augmenté dans 7 d'entre eux et est resté stable (dans une marge de 2 points de pourcentage) dans plus de la moitié des pays.

Parmi les six pays dans lesquels une baisse des inégalités a été observée, quatre ont vécu une transition économique dans les années 1990 — l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie — et deux sont des pays nordiques — le Danemark et la Norvège. Dans les trois pays baltes (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie), le niveau de satisfaction de la médiane (le milieu de la distribution) et le score moyen des enfants sous la médiane (la partie inférieure de la distribution) ont tous deux augmenté entre 2002 et 2014, ce qui témoigne d'une amélioration notable du niveau de satisfaction des enfants sur l'ensemble de la distribution. Au Danemark, en Norvège et en Slovaquie, la médiane est restée stable ces deux années, mais les scores de la partie inférieure ont progressé.

À l'inverse, les scores de satisfaction se sont améliorés en Israël à la fois au milieu et dans la partie inférieure de la distribution, mais celui de la médiane a progressé plus vite, accentuant les inégalités. Par ailleurs, le renforcement des écarts de satisfaction relatifs observé en Allemagne, en Belgique, en Espagne, au Luxembourg et en Turquie s'explique par une baisse du score moyen dans la partie inférieure de la distribution, tandis que le score médian est resté stable. En République tchèque, l'écart relatif a augmenté parce que le niveau

**Figure 20** Évolution des inégalités de satisfaction à l'égard de la vie

Pays	Écart relatif en 2002	Écart relatif en 2014	Évolution (2002-2014)
<b>Pays où le niveau de satisfaction des enfants de la partie inférieure de la distribution a augmenté davantage que celui des enfants du milieu</b>			
Norvège	29,2	26,4	-2,9
Lettonie	28,9	26,1	-2,8
Estonie	29,6	27,0	-2,6
Slovaquie	31,9	29,4	-2,5
Lituanie	31,9	29,4	-2,5
Danemark	27,6	25,1	-2,5
<b>Pays où l'écart relatif est resté stable (+/- 2 points)</b>			
États-Unis	30,5	28,7	-1,9
Grèce	27,1	25,7	-1,3
Bulgarie	29,1	27,9	-1,2
Autriche	27,7	26,9	-0,8
Portugal	28,7	28,0	-0,7
Slovénie	27,7	27,2	-0,5
Croatie	29,6	29,1	-0,5
Suisse	26,8	26,3	-0,4
Suède	28,1	28,0	-0,1
Irlande	27,4	27,4	0,0
Pologne	31,1	31,1	0,1
Islande	28,3	28,4	0,1
Hongrie	27,6	27,9	0,3
Canada	28,8	29,4	0,6
Italie	28,1	28,8	0,7
Royaume-Uni	27,5	28,4	0,9
Finlande	25,5	27,0	1,5
Pays-Bas	22,5	24,0	1,5
France	27,7	29,6	1,9
<b>Pays où le niveau de satisfaction des enfants du milieu de la distribution a augmenté davantage que celui des enfants de la partie inférieure</b>			
Israël	28,0	30,0	2,0
<b>Pays où le niveau de satisfaction des enfants de la partie inférieure de la distribution a diminué davantage que celui des enfants du milieu</b>			
Luxembourg	27,8	30,0	2,2
Turquie	33,4	36,0	2,5
Allemagne	26,9	29,6	2,7
Espagne	26,3	29,2	3,0
République tchèque	28,0	31,5	3,6
Belgique	26,3	30,0	3,7

Source : HBSC 2002–2014.

Remarque : États-Unis et Israël, 2002-2010 ; Bulgarie, Grèce, Islande, Luxembourg et Slovaquie, 2006-2014 ; Turquie, 2006-2010. Aucune donnée de tendance pour Malte et la Roumanie.



de satisfaction du bas et du milieu de la distribution a empiré, et que le repli est relativement plus soutenu dans la partie inférieure de la distribution, ce qui suggère une baisse généralisée et inéquitable du niveau de satisfaction dans la vie des enfants.

À l'exception de ces exemples, il convient de noter que dans la majorité des pays, les variations globales de l'écart de satisfaction relatif sont infimes : dans 19 des 32 pays examinés,

l'écart de satisfaction est resté dans une marge de 2 points de pourcentage. C'est en partie cette stabilité de l'écart relatif sur la durée qui a permis aux Pays-Bas d'enregistrer le plus faible écart non seulement en 2014, mais aussi en 2002, 2006 et 2010.

### S'agissant de la satisfaction dans la vie, les filles ont plus de risques de se trouver à l'extrémité de la distribution

Les trois diagrammes en étoile de la figure 21 décomposent — dans chaque

pays, par âge et par sexe — les risques de faire partie de l'extrémité inférieure en termes de satisfaction dans la vie (*les enfants dont le niveau de satisfaction est inférieur à la moyenne de la moitié inférieure de la distribution*). Les différences entre les zones claires et foncées montrent le fossé qui sépare les filles des garçons.

Les disparités sont très variées d'un pays à l'autre à l'âge de 11 ans, mais à 13 et 15 ans, les filles ont plus de risques que les garçons de faire état

**Figure 21** Disparités entre les sexes et niveau de satisfaction à l'égard de la vie : différence entre les filles et les garçons



d'un faible niveau de satisfaction dans la vie, quel que soit le pays ; presque partout, l'écart est encore davantage marqué à 15 ans qu'à 13. À l'âge de 15 ans, les plus fortes disparités entre les sexes sont observées en France et en Pologne. À l'âge de 13 ans, ce sont Malte et la Suède qui affichent les disparités les plus marquées. Dans tous les pays, les probabilités que les enfants plus âgés relèvent de l'extrémité inférieure de la distribution par rapport aux enfants plus jeunes sont généralement supérieures, comme le montre l'étendue des zones colorées.

Même si ce *Bilan* cherche avant tout à comparer les niveaux généraux de satisfaction dans la vie entre plusieurs pays, il est évident que les schémas sociaux significatifs qui se dégagent dans les pays riches en matière de satisfaction doivent être pris en considération pour parvenir à réduire les inégalités dans ce domaine dans la partie inférieure de la distribution.

### De l'importance de mesurer les inégalités de satisfaction

Les débats sur la validité des mesures subjectives du bien-être, telles que la satisfaction dans la vie ou le bonheur évalués par les enfants, ont certes disparu ces dernières années, les responsables politiques de nombreux

pays ayant commencé à prendre en compte ces mesures de manière plus ouverte et plus directe. Toutefois, comprendre pourquoi et dans quelle mesure les responsables politiques devraient se pencher sur les problèmes de satisfaction reste un enjeu de taille.

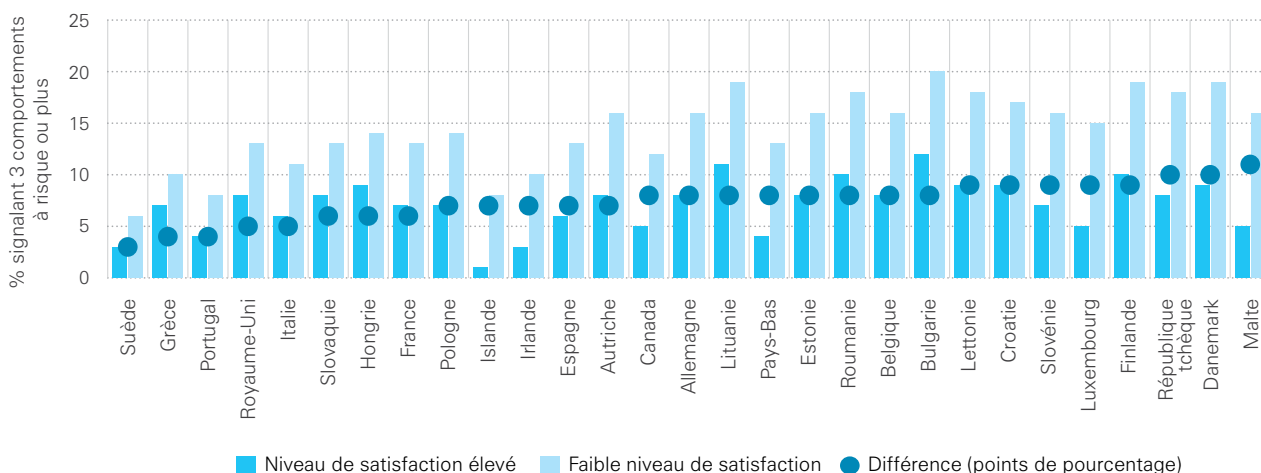
L'adolescence peut être une période de grande transition, où les jeunes vivent de nouvelles expériences et prennent des risques. Analyser dans quelle mesure un faible niveau de satisfaction peut coïncider avec des comportements à risque ou des troubles du comportement chez les adolescents justifie de manière évidente la nécessité de remédier aux inégalités. L'analyse des données HBSC<sup>14</sup> montre que les enfants faisant état d'un faible niveau de satisfaction dans la vie (c'est-à-dire ceux affichant des scores inférieurs à la moyenne des scores de la moitié inférieure de la distribution dans leur pays) courent en moyenne deux fois plus de risques de déclarer se livrer à au moins trois types de comportements à risque différents que leurs pairs. Cette corrélation reste vraie même après avoir pris en compte l'âge, le sexe et le statut socioéconomique de la famille de l'enfant. Dans plus de 20 des pays étudiés, les enfants les moins satisfaits dans leur vie courent jusqu'à trois fois plus de risques que leurs pairs de se

battre fréquemment, d'être victimes de harcèlement et de fumer régulièrement. Dans 19 de ces pays, ces enfants sont également plus susceptibles de harceler les autres ; et dans 11 d'entre eux, leurs probabilités d'encourir davantage de blessures augmentent.

La *figure 22* montre qu'il existe un lien manifeste entre un faible niveau de satisfaction dans la vie et le cumul des comportements à risque. La discussion reste ouverte quant au lien de causalité entre ces deux éléments — un faible niveau de satisfaction expose-t-il à davantage de risques pour la santé, ou est-ce l'inverse ?

Pour conclure, même si vouloir remédier aux inégalités dans la partie inférieure de la distribution en ce qui concerne la satisfaction dans la vie chez les enfants peut sembler un objectif stratégique plus abstrait que la lutte contre les inégalités de revenus, d'éducation ou de santé examinées dans les autres sections du présent *Bilan*, aucun programme politique soucieux du bien-être de l'enfant ne peut négliger cet aspect et en rejeter la pertinence. En effet, au vu des données HBSC, la prise au sérieux des problèmes de satisfaction pourrait nous aider à comprendre comment mieux remédier aux inégalités en matière de santé et de comportements à risque.

**Figure 22** Comportements à risque et satisfaction dans la vie



Source : HBSC 2013/2014.

Remarque : les comportements à risque incluent le tabagisme, la consommation d'alcool et la pratique du « binge drinking », les bagarres, les blessures fréquentes et le harcèlement.

## Encadré 5 Immigration et satisfaction dans la vie chez les adolescents

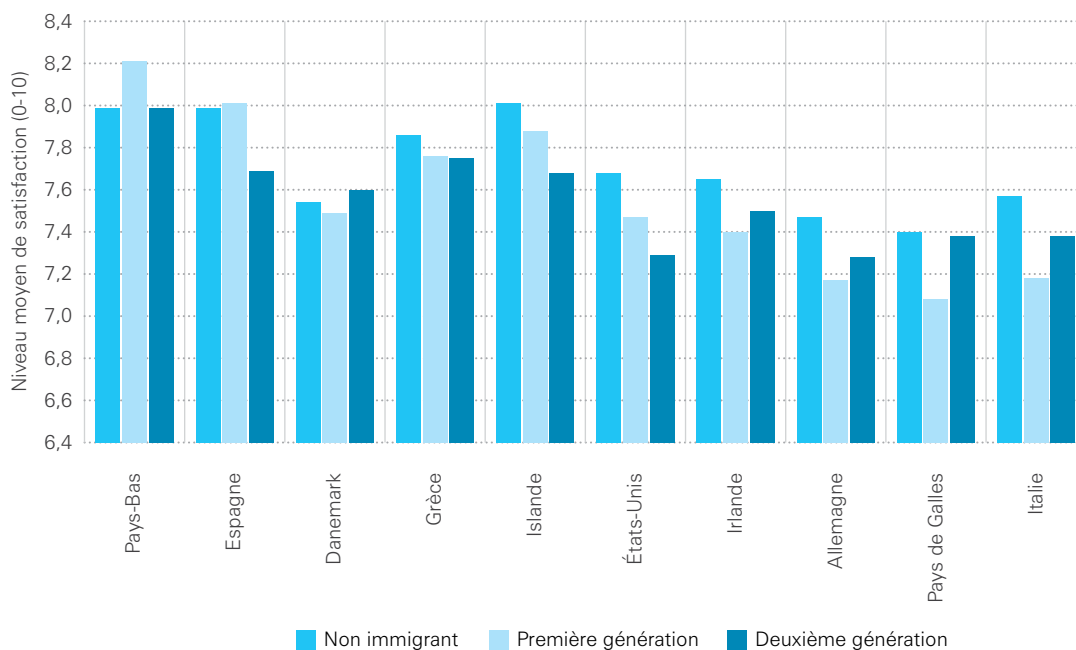
L'immigration est une des priorités en Europe et ailleurs, mais nous en savons peu sur les besoins des enfants de familles migrantes. Dans de nombreux pays, ces enfants ne bénéficient pas des mêmes perspectives et ressources que les enfants des autres familles. Plusieurs pays du réseau HBSC recueillent des données sur le pays de naissance des enfants. Tel a été le cas dans onze pays en 2009/2010 : l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (Pays de Galles).

Les analyses de l'enquête HBSC 2010 pour 10 de ces pays montrent qu'en Allemagne, en Espagne, aux États-Unis,

en Irlande, en Islande et en Italie, les enfants d'immigrants, qu'ils fassent partie de la première ou de la deuxième génération (ou des deux), font état d'un niveau de satisfaction inférieur à celui des autres enfants (*figure 23*).

Les données HBSC montrent également que les écoles accueillant une proportion supérieure d'enfants issus de l'immigration connaissent des taux de rixes et de harcèlement plus élevés, mais que le soutien des camarades de classe joue un rôle important. En effet, lorsque l'appui des autres élèves est élevé, quelle que soit la proportion d'enfants issus de l'immigration dans l'école, le niveau de violence est moindre<sup>ii</sup>.

**Figure 23** Satisfaction dans la vie et immigration



Source : HBSC, 2009/2010 ; Stevens, G.W., Walsh, S.D., Huijts, T., Maes, M., Rich Madsen, K., Cavallo, F. et Molcho, M., 2015, « An Internationally Comparative Study of Immigration and Adolescent Emotional and Behavioral Problems: Effects of generation and gender », *Journal of Adolescent Health*, vol. 57, n° 6, p. 587-594.

<sup>i</sup> Stevens, G.W., Walsh, S.D., Huijts, T., Maes, M., Rich Madsen, K., Cavallo, F. et Molcho, M., 2015, « An Internationally Comparative Study of Immigration and Adolescent Emotional and Behavioral Problems: Effects of generation and gender », *Journal of Adolescent Health*, vol. 57, n° 6, p. 587-594.

<sup>ii</sup> Walsh, S.D., De Clercq, B., Molcho, M., Harel-Fisch, Y., Davison, C.M., Rich Madsen, K. et Stevens, G.W., 2015, « The Relationship between Immigrant School Composition, Classmate Support and Involvement in Physical Fighting and Bullying among Adolescent Immigrants and Non-Immigrants in 11 Countries », *Journal of Youth and Adolescence* (publié en ligne le 26 octobre 2015).

## SECTION 7

# ÉQUITÉ ENTRE LES ENFANTS

Dans cette section, nous cherchons à déterminer à quel point le statut socioéconomique de la famille d'un enfant prédit les résultats scolaires de ce dernier, son état de santé et son niveau de satisfaction dans la vie — ce que les spécialistes appellent le « gradient social ». Les inégalités de revenus augmentent dans la plupart des pays riches<sup>15</sup> et les analystes se demandent dans quelle mesure ce fossé aura une incidence sur l'égalité des chances à l'avenir<sup>16</sup>. En effet, l'OCDE nous a récemment mis en garde : la hausse des inégalités de revenus risque de « casser l'ascenseur social »<sup>17</sup>.

Examiner à quel point des facteurs tels que la situation familiale influencent les inégalités en matière de santé, d'éducation et de satisfaction dans la vie peut nous aider à comprendre en quoi les inégalités économiques affectent les vies actuelles et futures des enfants, notamment des plus défavorisés d'entre eux. Si le niveau de revenu ou la situation familiale prédisent grandement les chances de réussite d'un enfant et si les inégalités de revenus s'accroissent dans la plupart des pays riches, les inégalités de performance entre les enfants s'en trouveront amplifiées, ce qui soulève d'importantes questions concernant l'équité entre les enfants.

### Satisfaction dans la vie

L'étude HBSC comprend un indicateur de statut socioéconomique familial — l'échelle d'aisance familiale — qui permet d'observer à quel point le statut socioéconomique du ménage au sein duquel grandit l'enfant prédit ses chances d'être en bonne santé et satisfait dans sa vie. Pour chacun de ces indicateurs, nous montrons la probabilité qu'un enfant issu de la catégorie socioéconomique la plus basse se trouve à l'extrémité inférieure de la distribution en matière de satisfaction dans la vie et de santé, par rapport à un

enfant relevant de la catégorie socioéconomique la plus élevée<sup>18</sup>.

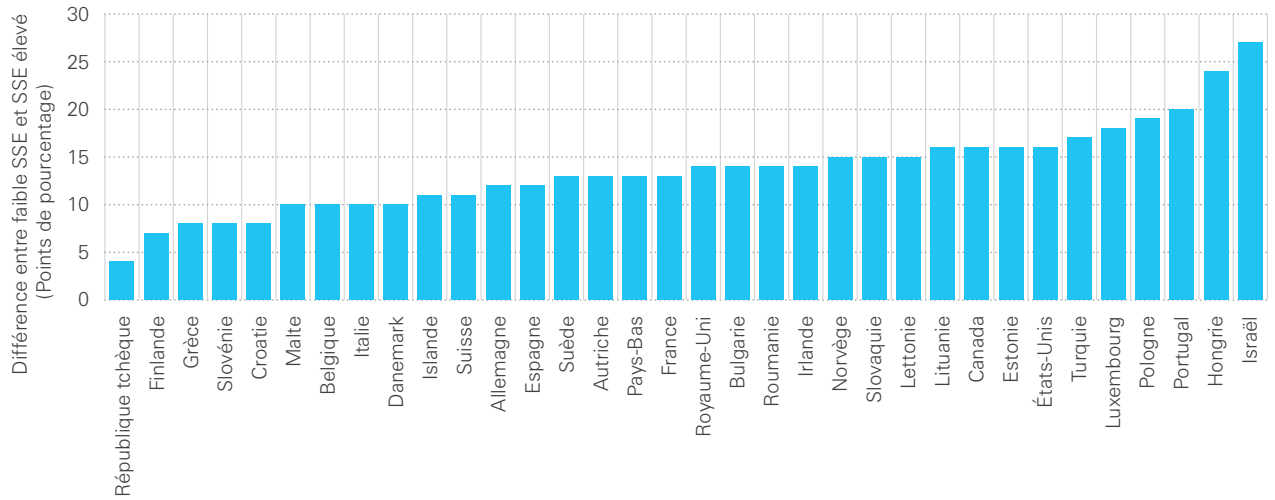
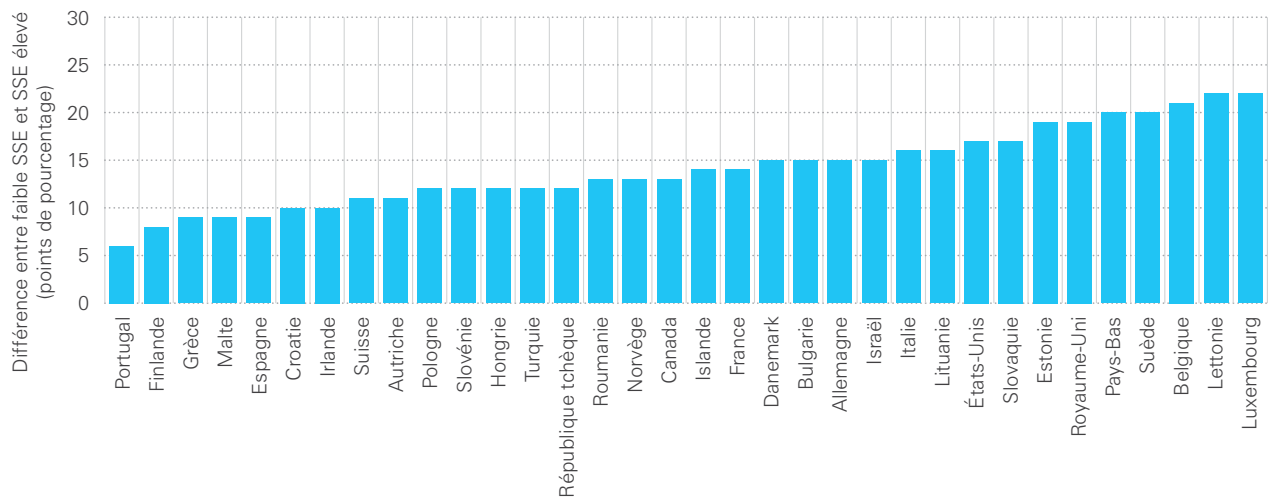
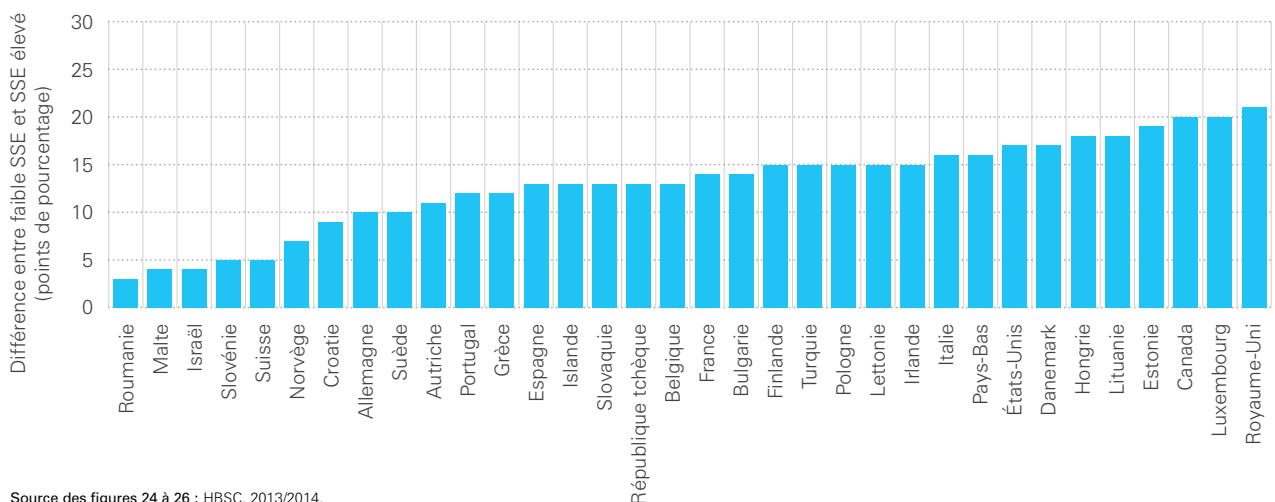
La *figure 24* montre l'influence du statut socioéconomique pour les enfants les moins satisfaits dans leur vie en 2014. Dans les 34 pays sous revue, les barres sont toutes supérieures à zéro, ce qui signifie que les enfants de la catégorie socioéconomique la plus basse ont plus de risques de se trouver en bas de l'échelle de satisfaction, bien que des différences considérables existent entre les pays. C'est en Hongrie, en Israël, au Luxembourg, en Pologne et au Portugal que l'influence du statut socioéconomique est la plus forte ; dans ces pays, les enfants de la catégorie socioéconomique la plus basse sont de 18 à 27 points de pourcentage plus susceptibles de signaler un niveau de satisfaction extrêmement faible.

En outre, il est primordial de noter que cette tendance se dégage aussi bien en 2002, en 2006 et en 2010 qu'en 2014<sup>19</sup>. Près de 700 000 enfants des pays de l'UE et de l'OCDE ont pris part à ces quatre cycles de l'enquête HBSC. En résumé, force est de constater que depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les enfants de la catégorie socioéconomique la plus basse courent invariablement plus de risques d'être moins satisfaits de leur vie que leurs pairs.

### Santé

Le lien entre statut socioéconomique et mauvaise santé est plus marqué sur le plan de l'activité physique et de l'adoption d'habitudes alimentaires saines. La manière d'interpréter ces données reste la même : la probabilité qu'un enfant issu de la catégorie socioéconomique la plus basse se trouve tout en bas de l'échelle pour l'indicateur examiné, par rapport à un enfant appartenant à la catégorie socioéconomique la plus haute. Les chiffres révèlent qu'en 2014 :

- » Le statut socioéconomique influe sur les inégalités liées à la pratique d'une **activité physique** dans les pays riches (*figure 25*). Dans les 34 pays sous revue, les enfants appartenant à la catégorie socioéconomique la plus basse ont nettement plus de risques d'accuser un retard dans la pratique d'une activité physique. C'est en Belgique, en Lettonie et au Luxembourg que le gradient social est le plus marqué ; dans ces pays, les enfants de la catégorie socioéconomique la plus basse sont de plus de 20 points de pourcentage plus susceptibles de faire partie de l'extrémité inférieure de la distribution que les enfants de la catégorie sociale la plus élevée. En ce qui concerne l'activité physique, le phénomène de gradient social s'est amplifié au fil du temps dans six pays : la Belgique, l'Italie, la Lettonie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède.
- » Le statut socioéconomique influence également les inégalités liées à l'adoption d'**habitudes alimentaires saines** dans les pays riches (*figure 26*) ; en effet, les enfants de la catégorie socioéconomique la plus basse sont nettement plus susceptibles de consommer moins de fruits et de légumes que leurs pairs. Dans trois pays seulement — Israël, Malte et la Roumanie — il n'existe aucune corrélation marquée entre statut socioéconomique et faible consommation de fruits et légumes. Les pays où le gradient social est le plus fort (de 20 points de pourcentage ou plus) sont le Canada et le Royaume-Uni, où ce phénomène s'est amplifié ces dix dernières années, et le Luxembourg, où le gradient social est resté stable.

**Figure 24** Statut socioéconomique et satisfaction dans la vie**Figure 25** Statut socioéconomique et activité physique**Figure 26** Statut socioéconomique et habitudes alimentaires saines

Source des figures 24 à 26 : HBSC, 2013/2014.

Remarque : des données de 2010 ont été utilisées pour les États-Unis, Israël et la Turquie.

En revanche, on constate des améliorations en Lettonie, en Lituanie et en Roumanie, où l'influence du statut socioéconomique s'est considérablement estompée entre 2002 et 2014.

### Réussite scolaire

L'ensemble de données PISA permet d'établir un indice du statut économique, social et culturel, qui constitue un indicateur indirect efficace du statut socioéconomique approximatif d'un ménage. C'est l'indicateur que nous utilisons pour estimer l'influence de la situation familiale sur les résultats scolaires d'un enfant.

À l'instar du niveau de satisfaction dans la vie et de la santé, nous évaluons la probabilité qu'un enfant appartenant à la catégorie socioéconomique la plus basse n'atteigne pas un niveau de compétence suffisant dans les trois matières, par rapport à un enfant issu de la catégorie socioéconomique la plus élevée. Dans tous les pays examinés, les enfants les plus défavorisés ont plus de risques de faire partie des élèves les plus en difficulté que les enfants les plus favorisés (*figure 27*).

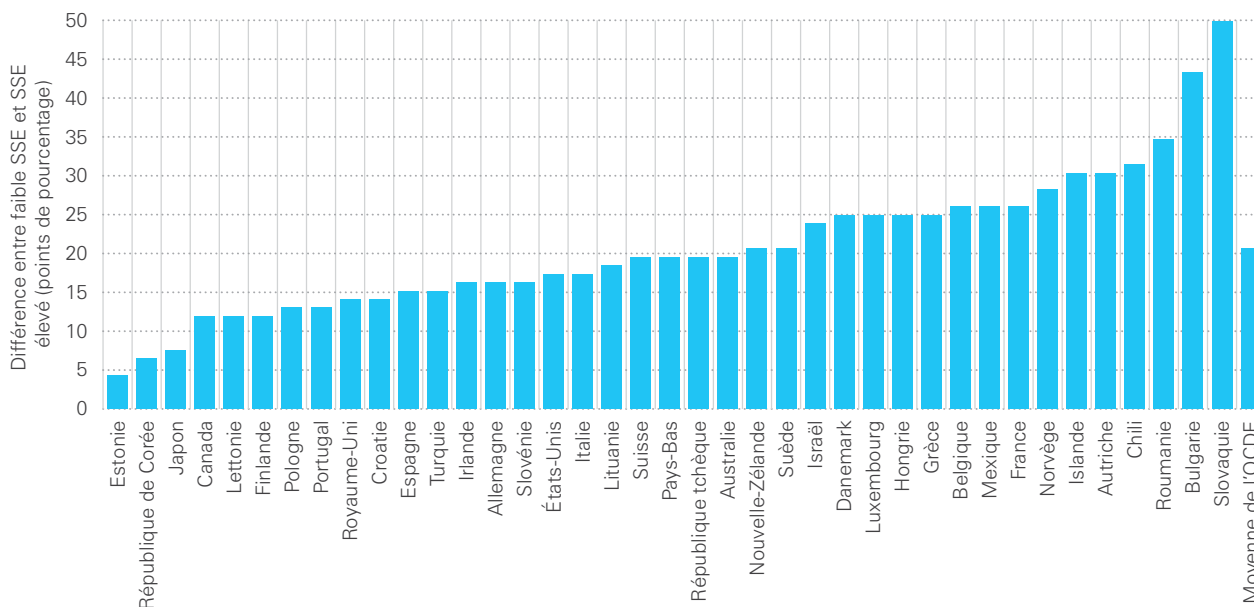
En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les élèves les plus défavorisés sont davantage susceptibles — de l'ordre de 18 points de pourcentage — de relever du groupe d'élèves les plus en difficulté par rapport aux enfants appartenant à la catégorie socioéconomique la plus élevée. Cependant, l'ampleur de ce schéma social varie d'un pays à l'autre. Dans un tiers d'entre eux, l'écart entre le statut socioéconomique le plus bas et le plus haut est de 20 points de pourcentage ou plus. Cette différence est de 10 points ou moins dans seulement quatre pays : le Canada, l'Estonie, le Japon et la République de Corée, ce qui montre qu'il est possible de surmonter la forte influence du milieu familial.

Bien que la mesure du statut socio-économique à l'aide des données de l'enquête PISA constitue un indicateur indirect efficace du handicap économique, elle n'a pas la précision des véritables données sur les revenus des ménages. Dans la section 3 du présent *Bilan*, les données des Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) ont été utilisées pour examiner les inégalités de

revenus dans la partie inférieure de la distribution. L'enquête de 2009 a également recueilli des données sur l'accès des enfants à diverses ressources éducatives.

Les différences de revenus affectent l'accès des enfants à de telles ressources. La *figure 28* et la *figure 29* montrent que l'accès d'un enfant à des livres adaptés à son âge et que sa participation aux sorties scolaires, respectivement, dépendent des revenus du foyer. Dans les pays qui affichent d'importantes inégalités de revenus dans la partie inférieure de la distribution, les disparités peuvent être considérables : en Roumanie, si le revenu disponible du ménage augmente de 1 %, la probabilité qu'un enfant en âge de scolarité participe aux sorties scolaires augmente de près de 25 points de pourcentage. On observe un gradient de revenu de même ampleur en ce qui concerne la possession de livres adaptés à l'âge de l'enfant. Dans les pays où l'écart de revenu relatif est moindre, l'accès à ces ressources pédagogiques dépend moins des revenus du ménage.

**Figure 27** Statut socioéconomique et réussite scolaire



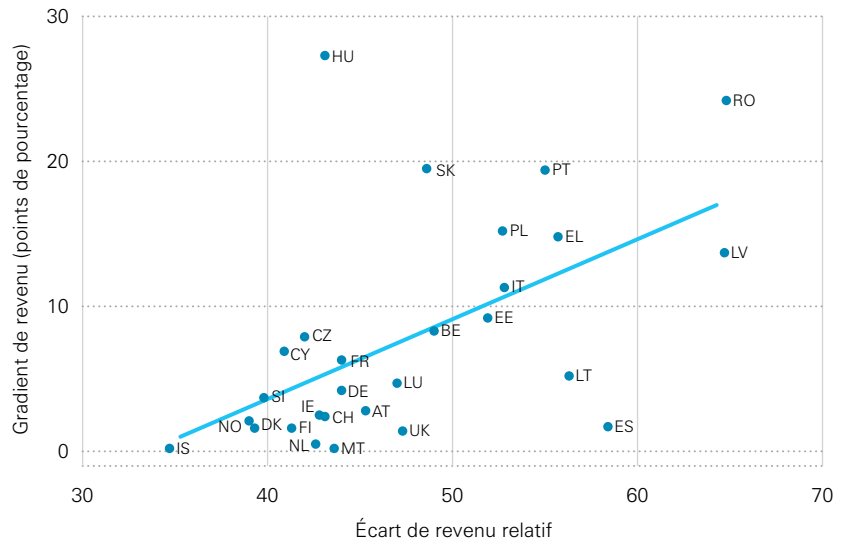
Source : PISA 2012.

### Des politiques plus équitables en faveur des enfants

En raison de lacunes dans les données internationales disponibles, l'analyse présentée ici ne peut rendre justice à l'ampleur du retard éprouvé par de nombreux enfants, en particulier les plus défavorisés d'entre eux, dont les voix sont souvent marginalisées dans les enquêtes utilisées pour le présent *Bilan* (encadré 6). En outre, bien que les tableaux de classement présentés dans ce *Bilan* examinent les inégalités en matière de revenus, d'éducation, de santé et de satisfaction dans la vie de manière distincte, ces quatre dimensions sont en réalité fortement corrélées dans la vie des enfants, un retard dans un de ces domaines étant susceptible d'entraîner ou de renforcer un retard dans un autre.

Néanmoins, les données étudiées ici révèlent que, dans les pays riches, les enfants qui accusent le plus de retard sont en partie laissés pour compte en raison d'inégalités sociales et économiques générales au sein de la société dans laquelle ils vivent. Le fait que le statut socioéconomique demeure une variable explicative déterminante de l'état de santé, du niveau scolaire et du niveau de satisfaction d'un enfant à l'égard de sa vie montre que tous les enfants ne bénéficient pas des mêmes opportunités de développement. Ces inégalités sont injustes, les handicapent très tôt et restreignent leurs perspectives. Pourtant, dans certains pays, les inégalités sociales sont moindres et leur impact sur la santé, les résultats scolaires et le niveau de satisfaction dans la vie est plus faible qu'ailleurs, ce qui prouve qu'il est au moins possible d'établir plus d'équité entre les enfants au moyen de politiques qui ciblent directement les inégalités examinées dans le présent *Bilan*.

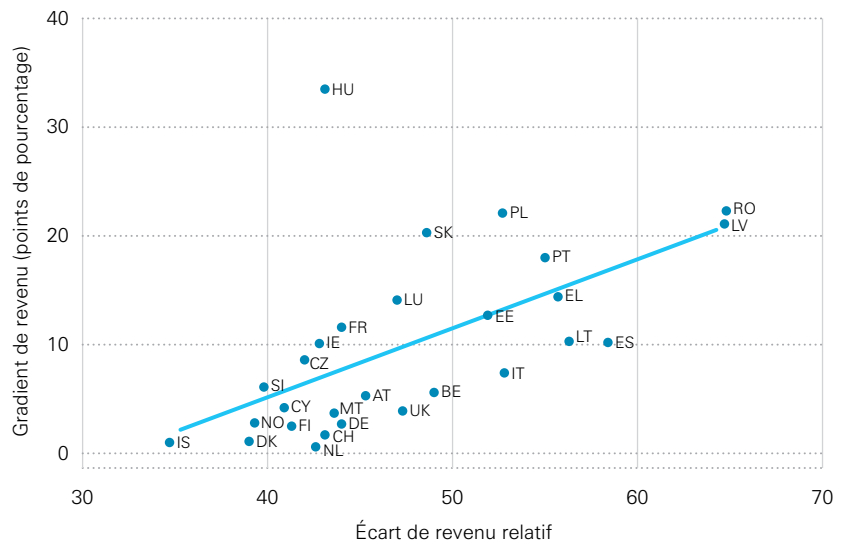
**Figure 28** Inégalités de revenus et gradient de revenu pour la possession de livres



Coef. de détermination = 0,29

Source : EU-SILC 2009.

**Figure 29** Inégalités de revenus et gradient de revenu pour la participation aux sorties scolaires



Coef. de détermination = 0,32

Source : EU-SILC 2009.

## Encadré 6 Quels enfants ne sont pas représentés dans les enquêtes ?

Afin de retranscrire le plus fidèlement possible les voix des enfants, l'analyse du présent *Bilan* s'appuie, dans la mesure du possible, sur les meilleures enquêtes disponibles réalisées auprès de ces derniers. Toutefois, bien qu'elles constituent les meilleures sources existantes, toutes les enquêtes ont leurs limites et nous devons donc nous poser les questions suivantes : ces enquêtes sont-elles suffisamment représentatives des expériences vécues par tous les enfants ? Dans la négative, quels enfants ne sont pas représentés ? Cela varie-t-il d'un pays à l'autre ? Et quelles sont les répercussions sur l'analyse présentée ici ?

### Pourquoi certains enfants ne sont-ils pas représentés ?

Les enquêtes réalisées dans un contexte scolaire, comme l'enquête PISA de l'OCDE et l'étude HBSC, ont de nombreux avantages, mais elles ne suffisent pas à recueillir des données véritablement représentatives de la situation de tous les enfants. Tout en reconnaissant que certains enfants sont écartés de ces enquêtes, il est primordial de savoir quels sont les enfants dont les voix sont le plus souvent absentes ou étouffées.

*Tout d'abord, les enfants scolarisés dans un établissement spécialisé et ceux qui ne sont pas inscrits à l'école (par exemple, les enfants scolarisés dans des institutions, dont l'instruction se fait à la maison, qui souffrent de graves problèmes de santé ou d'un important handicap physique) ne sont pas représentés dans ces enquêtes<sup>i</sup>.*

*Les enfants absents du processus de recueil de données, notamment ceux qui n'étaient pas en classe le jour de l'enquête pour des raisons médicales, parce qu'ils faisaient l'école buissonnière ou avaient été exclus pour raisons disciplinaires.*

*Les enfants qui ne répondent pas à l'enquête en entier, souvent parce qu'ils passent les questions qu'ils trouvent trop complexes ou dont le sujet leur paraît trop sensible. Parfois, certains enfants ne répondent pas à toutes les questions faute de temps ou de capacités<sup>ii</sup>.*

L'analyse des écarts de revenu présentée dans le présent *Bilan* s'appuie sur les enquêtes consacrées au revenu des ménages. Ces dernières peuvent également exclure certains enfants, par exemple ceux dont les familles sont sans abri ou hébergées dans des logements provisoires, les enfants qui vivent au sein de ménages ou de familles sans papier ou non enregistrées, ou les enfants dont les parents sont placés en établissement.

### Les groupes d'enfants dont les voix sont absentes ou étouffées varient-ils d'un pays à l'autre ?

Les groupes d'enfants qui ne sont pas représentés dans les enquêtes diffèrent effectivement selon les pays. C'est ainsi que le niveau de scolarisation à l'âge de 15 ans n'est pas le même dans tous les pays de l'OCDE. En 2012, les taux de décrochage scolaire au Mexique (près d'un élève sur trois) et en Turquie (près d'un élève sur cinq) étaient bien plus

élevés que dans les autres pays de l'OCDE, de sorte que les résultats aux tests PISA pour ces deux pays ne figurent pas dans le *tableau de classement 2* du présent *Bilan*. Dans d'autres pays de l'OCDE, les taux de scolarisation frôlent les 100 %, même si quelques pays affichent des taux de décrochage de 4 % ou plus.

On constate également d'importantes disparités entre les pays riches en ce qui concerne la proportion d'enfants scolarisés dans un établissement spécialisé. Cette variation s'explique par des différences au niveau des cadres législatifs et de la définition des besoins éducatifs particuliers. Ainsi, la proportion d'enfants ayant des besoins éducatifs particuliers est de 1 % en République de Corée, contre 10 % aux États-Unis et presque 25 % en Islande, où la définition est très large<sup>iii</sup>.

Les groupes dissimulés peuvent également varier d'un pays à l'autre, en raison de différences concernant les types et les taux de populations qualifiées de « vulnérables » dans les pays riches. Par exemple, l'étude de la population rom dans de nombreux pays européens et des populations indigènes dans des pays comme le Canada et l'Australie est essentielle à la compréhension des inégalités de bien-être entre les enfants de ces pays. Ces mêmes groupes sont souvent sous-représentés dans les données recueillies<sup>iv</sup> ; toutefois, l'amélioration de la conception des enquêtes pourrait permettre de remédier à ces écarts.

### Quelles sont les répercussions sur l'analyse du bien-être de l'enfant ?

Un grand nombre de ces enfants non représentés sont pénalisés dans toutes les dimensions du bien-être examinées dans le présent *Bilan*. Les élèves absentéistes, les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers, les enfants malades ou ceux qui ne sont pas disposés ou sont réticents à répondre à certaines questions qu'ils jugent trop délicates, font partie des enfants qui risquent le plus d'être laissés pour compte. Par conséquent, nous pouvons raisonnablement affirmer que toutes les estimations des inégalités entre les enfants se trouvant en bas de l'échelle et leurs pairs plus favorisés constituent une sous-représentation de la réalité et que les pays riches comptent davantage d'enfants laissés pour compte en matière d'éducation, de santé et de revenu que ne le peuvent révéler nos données.

<sup>i</sup> Richardson, D. et Ali, N., 2014, « An Evaluation of International Surveys of Children », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 146, Éditions OCDE, Paris.

<sup>ii</sup> Division des politiques sociales de l'OCDE, 2012, CX3.1 Special Educational Needs (SEN), division des politiques sociales de l'OCDE, Paris.

<sup>iii</sup> Ibid.

<sup>iv</sup> Richardson, D. et Ali, N., 2014, « An Evaluation of International Surveys of Children », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 146, Éditions OCDE, Paris.



## SECTION 8

### CONCLUSION

#### À quel moment le fossé est-il trop important ?

Le présent *Bilan* a examiné jusqu'où la société laisse le fossé se creuser entre les enfants des pays riches.

L'ampleur du fossé qui sépare les enfants du bas de la distribution de ceux du milieu de la distribution peut être considérable. Par exemple, les revenus d'un enfant de la partie inférieure en Bulgarie, au Mexique et en Roumanie correspondent à peine à un tiers des revenus de l'enfant moyen dans le même pays. En Suède et en Finlande, l'écart en lecture entre un élève de 15 ans du bas de la distribution et l'élève moyen correspond à plus de trois années de scolarisation.

Il est difficile de déterminer à quel moment ces inégalités prennent une ampleur telle qu'elles deviennent inéquitables ; mais les chiffres énoncés dans le présent *Bilan* sont révélateurs de certains faits en ce qui concerne l'ampleur du fossé que la société laisse se creuser entre les enfants.

#### Des écarts réduits, synonymes de meilleurs résultats

Tout porte à croire que réduire les inégalités dans la partie inférieure de la distribution est un moyen efficace d'améliorer le bien-être de tous les enfants.

La section 2, outre montrer jusqu'où la société laisse le fossé se creuser entre les enfants dans chacun des pays, contextualise également les résultats de chaque tableau de classement au moyen d'un indicateur qui rend compte du nombre d'enfants tombant sous un seuil minimal en matière de revenu, de résultats scolaires, de santé ou de satisfaction dans la vie. Comme l'attestent les *figures 1 à 4*, les résultats sont meilleurs dans les pays affichant

de plus faibles niveaux d'inégalité, et ce pour chaque dimension du bien-être de l'enfant.

La *figure 30* résume ce constat en comparant la position moyenne de chaque pays en ce qui concerne les inégalités dans la partie inférieure de la distribution avec son classement moyen pour les quatre indicateurs contextuels. Ces deux éléments sont étroitement liés : les pays les plus égalitaires figurent également en haut du classement en ce qui concerne le niveau minimal de bien-être. En d'autres termes, les pays qui affichent moins d'inégalités de bien-être dans la partie inférieure de la distribution comptent moins d'enfants vivant dans la pauvreté, en grande difficulté scolaire ou signalant des problèmes de santé fréquents ou un niveau de satisfaction très faible. Dans aucun des pays affichant de faibles écarts, le recul

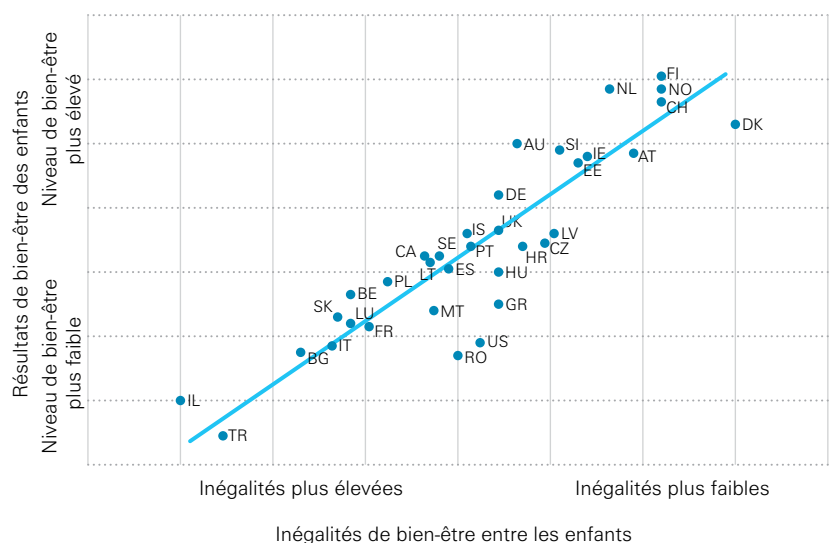
des inégalités n'a entraîné la baisse du niveau minimal dans les dimensions du bien-être examinées.

#### Des inégalités persistantes

Les sections 3 à 6 ont montré que, dans tous les pays, les inégalités dans la partie inférieure de la distribution sont durables et que les avancées concernant la réduction des écarts sont souvent limitées. Dix ans peuvent sembler bien courts pour espérer voir une baisse considérable des inégalités, mais à l'échelle d'un enfant, cela représente la majeure partie de son enfance. Cela signifie non seulement que l'on refuse à ces enfants le meilleur départ possible dans la vie, mais que leurs perspectives à l'âge adulte seront elles aussi bien souvent réduites.

Bien évidemment, les États font face à de nombreuses demandes concurrentes en matière de ressources. Pourtant,

**Figure 30** Inégalités dans la partie inférieure de la distribution et résultats en matière de bien-être des enfants / auparavant



Coef. de détermination = 0,80

Source : voir page 44.

c'est précisément parce que l'enfance est une étape décisive, mais extrêmement brève, qu'il est nécessaire, pour respecter réellement les droits des enfants, d'agir de toute urgence afin de remédier aux désavantages qui affectent ceux accusant le retard le plus important.

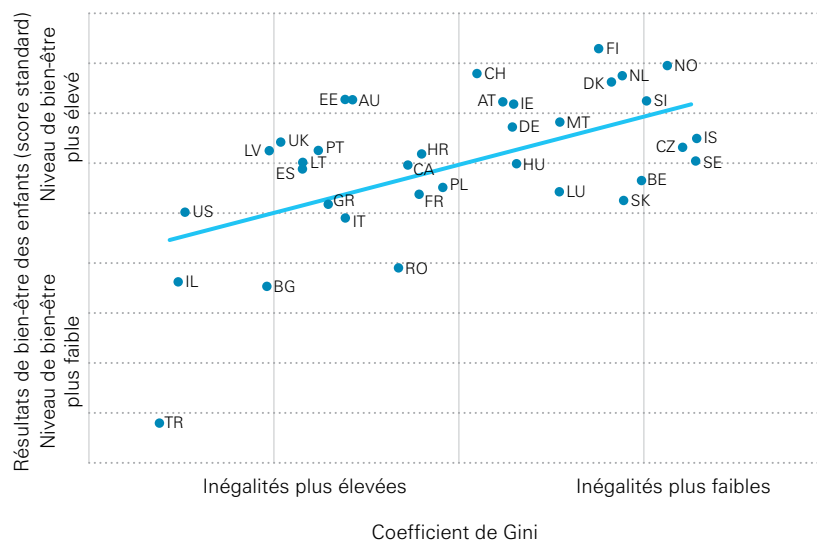
Il n'est pas question de sous-estimer les difficultés susceptibles de se poser lorsque l'on cherche à résoudre les problèmes soulevés dans le présent *Bilan*. Néanmoins, le fait que, dans certains pays, le fossé entre les enfants soit bien moins important que dans d'autres prouve que des écarts considérables ne sont pas une fatalité.

### En quoi les inégalités affectent-elles le bien-être des enfants ?

Les inégalités observées dans « le monde des adultes » ont souvent un impact sur celui des enfants. La section 7 illustre la forte corrélation entre la situation de ces derniers et l'environnement familial. Ce gradient social, puissant et persistant, est lié aux inégalités sociales globales, qui influencent l'ampleur du fossé qui sépare les enfants.

Par conséquent, il peut être nécessaire pour certains pays de remédier aux inégalités socioéconomiques au sens large afin de parvenir à réduire davantage les inégalités de bien-être entre les enfants. La *figure 31* illustre le lien entre la proportion moyenne d'enfants se trouvant à l'extrémité inférieure de la distribution dans les quatre dimensions du bien-être et les inégalités globales de revenus, mesurées au moyen du coefficient de Gini. On y constate que, dans

**Figure 31** Inégalités de revenus et résultats en matière de bien-être des enfants / auparavant



Coef. de détermination = 0,33

Source : voir page 44. Solt, F., 2014, « The Standardized World Income Inequality Database (SWIID) Version 5.0 ».

l'ensemble, les sociétés dans lesquelles la distribution des revenus est la plus égalitaire sont souvent celles qui présentent les meilleurs résultats en matière de bien-être de l'enfant (quadrant supérieur droit du graphique).

### Diminuer les écarts

Les cadres politiques complexes et divers mis en œuvre dans les pays riches impliquent l'existence de nombreuses méthodes permettant de réduire les inégalités dans la partie inférieure de la distribution. L'analyse incluse dans le présent *Bilan* appelle néanmoins les gouvernements à intégrer les recommandations et principes suivants afin de renforcer le bien-être des enfants :

- » Protéger les revenus des ménages dans lesquels vivent les enfants les plus pauvres. Stimuler les possibilités d'emploi des parents, mettre en œuvre une imposition progressive et garantir des prestations de service efficaces sont autant de moyens d'y parvenir. Cependant, il est clair que d'importants écarts de revenus ont tendance à aller de pair avec des systèmes de prestations sociales plus limités.
- » Se concentrer sur l'amélioration des résultats scolaires des élèves défavorisés. La Convention relative aux droits de l'enfant exige non seulement la reconnaissance du droit

à l'éducation, mais également « d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances », autrement dit empêcher le fossé de se creuser entre les élèves sur le plan de la réussite scolaire. Les données des enquêtes PISA montrent que la réduction des écarts de réussite n'entraîne pas nécessairement la baisse du niveau scolaire général ; cet objectif peut donc allier efficacité et équité.

- » *Promouvoir et favoriser un mode de vie sain pour tous les enfants.* Encourager un mode de vie sain dès le plus jeune âge portera ses fruits à court et à long terme, mais le simple fait qu'il existe de tels écarts de santé relatifs entre les enfants dans de nombreux pays est préoccupant. Les inégalités liées à la pratique d'une activité physique sont particulièrement inquiétantes, car elles semblent davantage corrélées aux inégalités de revenus. Ce constat suggère que les gouvernements devraient agir davantage pour favoriser la participation des enfants plus démunis à des activités physiques dans le cadre scolaire et en dehors. Les données des Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie montrent que la faiblesse des revenus constitue un obstacle à la participation aux activités extrascolaires dans les écoles européennes.
- » *Prendre le bien-être subjectif au sérieux.* Les données recueillies sur une période de plus de dix ans dans le cadre de l'enquête HBSC témoignent

de la stabilité des schémas d'inégalités entre les enfants en ce qui concerne leur satisfaction dans la vie. Une telle stabilité montre bien que les données sur le bien-être subjectif révèlent des informations pertinentes sur la vie des enfants dans les pays riches ; toutefois, le fait que certains pays affichent des écarts considérables sur la durée est préoccupant. En outre, les conclusions selon lesquelles les enfants peu satisfaits sont plus susceptibles d'être exposés à des comportements à risque mettent en exergue le fait que le bien-être subjectif entre également en ligne de compte dans les questions de santé et d'éducation.

- » *Placer l'équité au centre des programmes sur le bien-être de l'enfant.* Le principe du progrès pour tous doit sous-tendre les futures stratégies sociales. Les données présentées dans ce *Bilan* suggèrent que l'amélioration du bien-être global de tous les enfants passe par la prise en considération des enfants les plus défavorisés.

### Améliorer le suivi et la mesure du bien-être des enfants

Il est essentiel de produire des données plus précises afin d'étayer les débats publics et de fournir une représentation plus exhaustive de la situation du bien-être des enfants. Nous formulons plusieurs recommandations à cet égard :

- » *Améliorer la disponibilité, la fourniture en temps voulu et la pertinence des informations relatives*

*au bien-être des enfants dans les pays riches.* Dans le cadre de ce processus, les gouvernements et les organismes de statistiques nationaux doivent renforcer leur coopération en vue d'harmoniser les enquêtes, dans la mesure du possible, afin de permettre une comparaison transnationale efficace du bien-être des enfants et d'encourager l'apprentissage stratégique entre les pays.

- » *Les ensembles de données doivent suivre les enfants à différentes étapes de leur vie.* Ce type d'analyse se révèle particulièrement efficace pour examiner la temporalité du bien-être de l'enfant et les facteurs qui l'influencent. Les gouvernements doivent soutenir davantage ces sources de données longitudinales.
- » *Les voix des enfants doivent être intégrées aux processus de recueil de données.* Même si les voix des enfants sont plus présentes que jamais dans les ensembles de données clés utilisés dans le présent *Bilan*, il reste toutefois possible de réaliser des efforts supplémentaires afin d'effectuer plus systématiquement des mesures de bien-être auprès des enfants et de mieux comprendre les contextes particuliers dans lesquels celui-ci s'améliore et empire. Les enfants doivent pouvoir participer à l'élaboration des questions posées dans les enquêtes portant sur leurs propres vie et bien-être.



## ABRÉVIATIONS INTERNATIONALES

Abréviations internationales (ISO) relatives  
aux pays étudiés dans ce *Bilan*

AT	Autriche
AU	Australie
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CA	Canada
CH	Suisse
CL	Chili
CY	Chypre
CZ	République tchèque
DE	Allemagne
DK	Danemark
EE	Estonie
ES	Espagne
FI	Finlande
FR	France
GR	Grèce
HR	Croatie
HU	Hongrie
IE	Irlande
IL	Israël
IS	Islande
IT	Italie
JP	Japon
KR	République de Corée
LT	Lituanie
LU	Luxembourg
LV	Lettonie
MT	Malte
MX	Mexique
NL	Pays-Bas
NO	Norvège
NZ	Nouvelle-Zélande
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SE	Suède
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
TR	Turquie
UK	Royaume-Uni
US	États-Unis

## SOURCES DES DONNÉES DES TABLEAUX DE CLASSEMENT

### Tableau de classement 1 – Revenu

Les données concernent les enfants âgés de 0 à 17 ans.

**Sources :** Les calculs du *tableau de classement 1* reposent sur les microdonnées des Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) 2013 pour les pays de l'Union européenne et l'Islande, la Norvège et la Suisse.

*Pour les autres pays :*

- » Australie : Enquête sur la dynamique des ménages, des revenus et du travail pour l'Australie 2013 ;
- » Canada : Enquête canadienne sur le revenu (ECR) 2013. Les estimations de 2007 (figure 3.1) reposent sur l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) 2007 (basée sur l'Étude sur le revenu du Luxembourg). L'ECR et l'EDTR utilisent des méthodologies différentes, les résultats ne sont donc pas directement comparables ;
- » Chili : Enquête de caractérisation socio-économique nationale (CASEN) 2011 ;
- » États-Unis : Enquête sur l'état de la population (CPS) 2013, supplément social et économique annuel (basée sur l'Étude sur le revenu du Luxembourg).
- » Israël : Enquête sur les dépenses des ménages 2012 (basée sur l'Étude sur le revenu du Luxembourg) ;
- » Japon : Enquête exhaustive sur les conditions de vie du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales 2013 ;
- » Mexique : Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages (ENIGH) 2012 (basée sur l'Étude sur le revenu du Luxembourg) ;

» Nouvelle-Zélande : Enquête économique auprès des ménages 2013/2014 (estimations extraites de B. Perry, *Household Incomes in New Zealand: Trends in indicators of inequality and hardship, 1982 to 2014*, Ministère néo-zélandais du développement social, Auckland, 2015) ;

» République de Corée : Enquête sur les dépenses et les revenus des ménages et Enquête sur la situation économique des ménages agricoles 2013 ;

» Turquie : Enquête sur le revenu et les conditions de vie 2013 ;

### Tableau de classement 2 – Éducation

Les données concernent les jeunes âgés de 15 ans (entre 15 ans et 3 mois et 16 ans et 2 mois).

**Source :** Les calculs du *tableau de classement 2* reposent sur le Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'OCDE (PISA) 2012.

Le Mexique et la Turquie ne figurent pas dans le classement principal en raison des faibles taux d'inscription des 15-19 ans en 2011 (56 % au Mexique et 64 % en Turquie).\*

Des informations supplémentaires sur l'enquête PISA de l'OCDE sont disponibles sur le site [www.oecd.org/pisa](http://www.oecd.org/pisa) et dans le document suivant : OCDE, 2014, *PISA 2012 Technical Report*, OECD Publishing, Paris.

### Tableaux de classement 3 – Santé et tableau de classement 4 – Satisfaction dans la vie

Les données concernent les jeunes âgés de 11, 13 et 15 ans, sauf pour l'Australie (jeunes âgés de 13 à 14 ans).

**Source :** Les calculs des *tableaux de classement 3 et 4* reposent sur l'enquête sur les comportements liés à la santé des enfants en âge scolaire (HBSC) 2013/2014.

Les données du cycle 2009/2010 de l'HBSC sont utilisées pour les États-Unis, Israël et la Turquie.

Des informations supplémentaires sur l'HBSC sont disponibles sur le site : [www.hbsc.org](http://www.hbsc.org)

Des questions identiques extraites du Projet australien sur le bien-être de l'enfant (Australian Child Wellbeing Project - ACWP) 2014 sont utilisées pour l'Australie.

Pour en savoir plus sur l'ACWP, consultez le site : [www.australianchildwellbeing.com.au](http://www.australianchildwellbeing.com.au)

### Tableau de classement 5

Le tableau de classement 5 synthétise les tableaux de classement 1 à 4 et est par conséquent sous-tendu par toutes les sources susmentionnées.

\* <http://www.oecd.org/edu/educationataglance2013-countrynotesandkeyfacttables.htm>

## SOURCES DES DONNÉES – DOCUMENTS DE TRAVAIL INNOCENTI

Les études originales sous-tendant le présent rapport, ainsi que des informations méthodologiques plus détaillées, sont disponibles dans les documents de travail Innocenti ci-dessous et sur : [www.unicef-irc.org](http://www.unicef-irc.org)

Aleman-Diaz, A., Toczydlowska, E., Mazur, J., Frasilho, D., Melkumova, M. et Holmqvist, G., 2016, « Why Do Inequalities Matter? A look at the evidence », *document de travail Innocenti n° 2016-06*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Bruckauf, Z., 2016, « Falling Behind: Socio-demographic profiles of educationally disadvantaged youth. Evidence from PISA 2006–2012 », *document de travail Innocenti n° 2016-11*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Bruckauf, Z. et Chzhen, Y., 2016, « Education for All? Measuring inequality of educational outcomes among 15-year-olds across 39 industrialized nations », *document de travail Innocenti n° 2016-08*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Bruckauf, Z. et Chzhen, Y., 2016, « Poverty and Children's Cognitive Trajectories: Evidence from the UK Millennium Cohort Study », *document de travail Innocenti n° 2016-14*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Chzhen, Y., Toczydlowska, E. et Handa, S., 2016, « Child Poverty Dynamics and Income Mobility in Europe, 2010–2013 », *document de travail Innocenti n° 2016-16*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Chzhen, Y., Moor, I., Pickett, W., Stevens, G. et Toczydlowska, E., 2016, « Family Affluence and Inequality in Adolescent Health and Life Satisfaction: Evidence from the HBSC study 2002-2014 », *document de travail Innocenti n° 2016-10*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Chzhen, Y., Bruckauf, Z., Ng, K., Pavlova, D., Torsheim, T. et Gaspar de Matos, M., 2016, « Inequalities in Adolescent Health and Life Satisfaction: Evidence from the Health Behaviour in School-Aged Children study », *document de travail Innocenti n° 2016-09*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Elgar, F. J. et Currie, C., 2016, « Early-life Exposure to Income Inequality and Adolescent Health », *document de travail Innocenti n° 2016-07*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Toczydlowska, E., 2016, « Children in the Bottom of Income Distribution in Europe: Risks and composition », *document de travail Innocenti n° 2016-12*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Toczydlowska, E., Chzhen, Y., Bruckauf, Z. et Handa, S., 2016, « Income Inequality among Children in Europe 2008–2013 », *document de travail Innocenti n° 2016-15*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

Walsh, S.D., Bruckauf, Z. et Gaspar, T., 2016, « Adolescents at risk: psychosomatic health complaints, low life satisfaction, excessive sugar consumption and their relationship with cumulative risk behaviours », *document de travail Innocenti n° 2016-13*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.

## RÉFÉRENCES

1. OCDE, 2015, *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris.
2. Cingano, F., 2014, « Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 163, Éditions OCDE, Paris ; OCDE, 2014, « Les inégalités de revenu pèsent-elles sur la croissance économique ? », *Focus Inégalités et croissance*, décembre 2014 ; Wilkinson, R. et Pickett, K., 2009, *The Spirit Level*, Penguin Books, Londres.
3. UNICEF, 2010, « Les enfants laissés pour compte : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches », *Bilan Innocenti 9*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence ; Stewart, F., 2013, « Approaches towards Inequality and Inequity: Concepts, measures and policies », *document d'analyse du Centre de recherche de l'UNICEF n° 2013-01*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence.
4. UNICEF, 2010, « Les enfants laissés pour compte : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches », *Bilan Innocenti 9*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence, p. 3.
5. Toczydlowska, E., Chzhen, Y., Bruckauf, Z. et Handa, S., 2016, « Income Inequality among Children in Europe 2008–2013 », *document de travail Innocenti n° 2016-15*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.
6. UNICEF, 2013, « Le bien-être des enfants dans les pays riches : vue d'ensemble comparative », *Bilan Innocenti 11*, Centre de recherche de l'UNICEF, Florence ; voir également le tableau 4.1 dans Bradshaw, J., 2015, « Child Poverty and Child Well-being in International Perspective », dans Fernandez, E., Zeira, A., Vecchiato, T. et Canali, C. (dir.), *Theoretical and Empirical Insights into Child and Family Poverty*, Springer International Publishing, Cham, Suisse, p. 59–70.
7. Bruckauf, Z. et Chzhen, Y., 2016, « Education for All? Measuring inequality of educational outcomes among 15-year-olds across 39 industrialized nations », *document de travail Innocenti n° 2016-08*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.
8. Chzhen, Y., Moor, I., Pickett, W., Stevens, G. et Toczydlowska, E., 2016, « Family Affluence and Inequality in Adolescent Health and Life Satisfaction: Evidence from the HBSC study 2002–2014 », *document de travail Innocenti n° 2016-10*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.
9. Currie, C., Inchley, J., Molcho, M., Lenzi, M., Veselska, Z. et Wild, F. (dir.), 2014, *Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) Study Protocol: Background, methodology and mandatory items for the 2013/14 survey*, Child and Adolescent Health Research Unit (CAHRU), université de St Andrews.
10. Aleman-Diaz, A., Toczydlowska, E., Mazur, J., Frasilho, D., Melkumova, M. et Holmqvist, G., 2016, « Why do Inequalities Matter? A look at the evidence », *document de travail Innocenti n° 2016-06*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.
11. Elgar, F.J. et Currie, C., 2016, « Early-life Exposure to Income Inequality and Adolescent Health », *document de travail Innocenti n° 2016-07*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.
12. Chzhen, Y., Bruckauf, Z., Ng, K., Pavlova, D., Torsheim, T. et Gaspar, M., 2016, « Inequalities in Adolescent Health and Life Satisfaction: Evidence from the Health Behaviour in School-Aged Children study », *document de travail Innocenti n° 2016-09*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.
13. *ibid.*
14. Walsh, S.D., Bruckauf, Z., Chzhen, Y. et Gaspar, T., 2016, « Adolescents at risk: psychosomatic health complaints, low life satisfaction, excessive sugar consumption and their relationship with cumulative risk behaviours », *document de travail Innocenti n° 2016-13*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.
15. OCDE, 2015, *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris.
16. OCDE, 2011, *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris ; Corak, M., 2013, « Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 27, n° 3, p. 79–102.
17. OCDE, 2011, *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, p. 42.
18. L'extrémité inférieure de la distribution désigne un score inférieur à la moyenne de la moitié inférieure de la distribution.
19. Chzhen, Y., Moor, I., Pickett, W., Stevens, G. et Toczydlowska, E., 2016, « Family Affluence and Inequality in Adolescent Health and Life Satisfaction: Evidence from the HBSC study 2002–2014 », *document de travail Innocenti n° 2016-10*, Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence.



## REMERCIEMENTS

Le projet *Bilan Innocenti 13* a été coordonné par le Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti, avec la participation d'un groupe de conseillers et de réviseurs. Le travail de recherche s'est achevé à la fin du mois de novembre 2015.

Le texte intégral et les documents de référence de ce rapport peuvent être téléchargés sur le site Internet du Centre de recherche de l'UNICEF – Innocenti à l'adresse [www.unicef-irc.org](http://www.unicef-irc.org)

### Recherche et analyse des données

*Zlata Bruckauf* (Consultante, Centre de recherche de l'UNICEF)

*Yekaterina Chzhen* (Spécialiste en politique sociale et économique, Centre de recherche de l'UNICEF)

*Sudhanshu Handa* (Responsable de la division de politique économique et sociale, Centre de recherche de l'UNICEF)

*John Hudson* (Consultant indépendant, Université de York)

*Stefan Kühner* (Consultant indépendant, Université de York)

*Emilia Toczydlowska* (Consultante, Centre de recherche de l'UNICEF)

### Conseil consultatif

*Mario Biggeri* (Université de Florence)

*Francesca Borgonovi* (Organisation de coopération et de développement économiques)

*Jonathan Bradshaw* (Université de York)

*Candace Currie* (Université de St Andrews)

*Frank Elgar* (Université McGill)

*David Gordon* (Université de Bristol)

*Anne-Catherine Guio* (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research [LISER])

*Heather Joshi* (Institute of Education)

*Eric Marlier* (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research [LISER])

*Kate Pickett* (Université de York)

*Denisa Sologon* (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research [LISER])

*Russel Viner* (University College London)

### Comité technique de l'enquête sur les comportements liés à la santé des enfants en âge scolaire (HBSC)

*Aixa Aleman-Diaz* (Université de St Andrews)

*Michal Molcho* (National University of Ireland, Galway)

*Torbjorn Torsheim* (Université de Bergen)

### Conseillers UNICEF

*Marta Arias Robles* (Spécialiste du plaidoyer et de l'éducation aux droits de l'enfant, Division de la Collecte de fonds privés et des partenariats de l'UNICEF)

*Prerna Banati* (Responsable des programmes et de la planification, Centre de recherche de l'UNICEF)

*Sarah Cook* (Directrice, Centre de recherche de l'UNICEF)

*Goran Holmqvist* (Directeur associé, Centre de recherche de l'UNICEF)

*Dominic Richardson* (Spécialiste principal en matière d'éducation, Centre de recherche de l'UNICEF)

*Dale Rutstein* (Responsable de l'unité de communication, Centre de recherche de l'UNICEF)

Le soutien administratif au Centre de recherche de l'UNICEF a été fourni par *Cinzia Iusco Bruschi* et *Laura Meucci*. *Eve Leckey* a supervisé la production.



Précédentes publications dans la série des *Bilans* :

*Bilan Innocenti 1*

**Tableau de classement de la pauvreté des enfants parmi les nations riches**

*Bilan Innocenti 2*

**A league table of child deaths by injury in rich nations**

*Bilan Innocenti 3*

**A league table of teenage births in rich nations**

*Bilan Innocenti 4*

**A league table of educational disadvantage in rich nations**

*Bilan Innocenti 5*

**Tableau de classement des décès d'enfants par suite de maltraitance dans les nations riches**

*Bilan Innocenti 6*

**La pauvreté des enfants dans les pays riches 2005**

*Bilan Innocenti 7*

**La pauvreté des enfants en perspective : vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches**

*Bilan Innocenti 8*

**La transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant : tableau de classement des services de garde et d'éducation des jeunes enfants dans les pays économiquement avancés**

*Bilan Innocenti 9*

**Les enfants laissés pour compte : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches**

*Bilan Innocenti 10*

**Mesurer la pauvreté des enfants : nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays riches**

*Bilan Innocenti 11*

**Le bien-être des enfants dans les pays riches : vue d'ensemble comparative**

*Bilan Innocenti 12*

**Les enfants de la récession : impact de la crise économique sur le bien-être des enfants dans les pays riches**

Réalisation graphique : MCC Design, Royaume-Uni (mccdesign.com)

Impression : ABC Tipografia, Sesto Fiorentino, Florence, Italie

*Bilan Innocenti 13, 2016*

**Équité entre les enfants :**

tableau de classement des inégalités de  
bien-être entre les enfants des pays riches

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF  
Piazza SS. Annunziata, 12  
50122 Florence, Italie  
Tél. : +39 055 20 330  
Fax : +39 055 2033 220  
florence@unicef.org  
www.unicef-irc.org

ISBN : 978 88 6522 042 9

©Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)  
Avril 2016

ISBN : 978 88 6522 042 9  
eISBN : 978 92 1 057894 3

